

I. 2. b. 8.

OCDE
ETUDES ECONOMIQUES

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

AUTRICHE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

JUILLET 1969

STATISTIQUES DE BASE DE L'AUTRICHE

LE PAYS

Superficie totale (milliers de km ²)	84	Villes principales, mars 1961 (milliers d'habitants):	
Superficie cultivée (milliers de km ²)	40	Vienne	1 627
Superficie des forêts exploitées (milliers de km ²)	32	Graz	237
		Linz	196
		Salzbourg	108
		Innsbruck	101

LA POPULATION

Population totale, 1967	7 322 821	Immigration nette:	
au km ²	87	Moyenne annuelle 1965-1967	882
Accroissement naturel net:		Emploi ¹ , moyenne mensuelle 1965	2 339 300
Moyenne annuelle 1965-1967	34 918	dont:	
Taux d'accroissement net par 1 000 habitants	4,8	dans l'industrie ¹	573 200

LA PRODUCTION

Produit national brut, 1968 (milliards de schillings)	293	Origine industrielle du PNB aux prix du marché, 1967 (en pourcentage):	
Par habitant (\$ des États-Unis)	1 520	Agriculture	7
Investissements bruts fixes (moyenne annuelle 1966-1968:		Industrie	39
en pourcentage du PNB	25	Construction	10
par habitant (\$ des États-Unis)	360	Services	44
		Part de la production nationale dans les disponibilités alimentaires totales, 1966	80

L'ÉTAT

Dépenses courantes du secteur public en biens et services, 1967 (en % du PNB)	15	Composition du Parlement, mai 1966:	
Recettes courantes du secteur public, 1967 (en % du PNB)	35	Parti populaire autrichien	85
Dette du Gouvernement fédéral, fin 1967 (en % des recettes totales du Gouvernement fédéral)	53	Parti socialiste	74
		Parti libéral	6
		Dernières élections: mars 1966	
		Prochaines élections: 1970	

LE NIVEAU DE VIE

Calories par habitant, par jour (1966-1967)	2 950	Nombre de voitures par 1 000 habitants fin 1967	130
Gains hebdomadaires bruts dans l'industrie à Vienne, 1968 (Schillings)	910	Nombre de téléphones par 1 000 habitants, fin 1967	160
Dépenses alimentaires en 1965 (% des dépenses totales des familles ouvrières)	39	Nombre de récepteurs de radio par 1 000 habitants, fin 1967	300
		Nombre d'appareils de télévision par 1 000 habitants, fin 1967	140

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations:		Importations:	
Exportations de biens et services en % du PNB (moyenne annuelle de 1966-1968)	26	Importations de biens et services en % du PNB (moyenne annuelle 1966-1968)	28
Produits exportés en 1967 (en % des exportations des marchandises):		Produits importés en 1966 (en % des importations de marchandises):	
Denrées alimentaires, tabac, boissons	4	Denrées alimentaires, tabac, boissons	11
Matières premières et énergie	13	Matières premières et énergie	16
Produits chimiques	7	Produits chimiques	11
Machines et matériel de transport	21	Machines et matériel de transport	29
Autres produits finis et semi-manufacturés	55	Autres produits finis et semi-manufacturés	33

LA MONNAIE

Unité monétaire: schilling.		Nombre d'unités monétaires par dollar des États-Unis: 26.
-----------------------------	--	---

¹ Salariés exclusivement.

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

ARCHIVES -
RÉFÉRENCES
- DOC PRÊTÉ -
RETOUR BUREAU 706

AUTRICHE

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, par les membres de l'Organisation Européenne de Coopération Économique, ainsi que par le Canada et les États-Unis. Aux termes de cette Convention, l'OCDE a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;*
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique ;*
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.*

La personnalité juridique que possédait l'Organisation Européenne de Coopération Économique se continue dans l'OCDE, dont la création a pris effet le 30 septembre 1961.

Les membres de l'OCDE sont : la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

La République Socialiste Fédérative de Yougoslavie est associée à certains travaux de l'OCDE, et notamment à ceux du Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement.

L'examen annuel de la situation de l'Autriche par le Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement de l'OCDE, a eu lieu le 23 juin 1969.

La présente étude a été mise à jour par la suite.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
I Évolution récente	6
La reprise de la demande	6
La production et l'emploi	9
Les salaires, les prix et les revenus	12
La balance des paiements	16
II Politique économique	18
Politique budgétaire	18
Politique monétaire	21
III Problèmes structurels	25
Exportations de marchandises	26
Affectation de l'investissement fixe et de l'épargne	29
IV Perspectives	32
V Conclusions	36

TABLEAUX

DANS LE TEXTE:

1	Variation en pourcentage du PNB et de ses composantes	6
2	Production par secteur	9
3	Production industrielle	10
4	Production, emploi et productivité dans l'industrie manufacturière	12
5	Variation des prix de détail, de décembre 1967 à décembre 1968	15
6	La balance des paiements	16
7	Commerce extérieur en 1967 et en 1968	17
8	Le budget fédéral	20
9	Indicateurs monétaires	22
10	Émissions nettes et achats d'obligations	23
11	Répartition et progression par groupes de produits des exportations autrichiennes et des exportations de l'ensemble de la zone de l'OCDE	26
12	Répartition et progression par zones des exportations autrichiennes et des exportations de l'OCDE	27
13	Résultats obtenus à l'exportation par l'Autriche ventilés par zones	28
14	Investissement fixe ventilé par secteurs, en pourcentage du PNB, de 1957 à 1967	30
15	Sources de l'épargne	31
16	Perspectives d'évolution de la demande en 1969	34

GRAPHIQUES

1	Évolution cyclique du PNB et de ses principales composantes	7
2	Production, capacité et emploi	11
3	Évolution des salaires dans l'industrie	14
4	Rendement des obligations	24
5	Enquêtes industrielles auprès des entreprises	33

STATISTIQUES:

A	Produit national	41
B	Production, emploi, salaires et productivité dans l'industrie	42
C	Ventes au détail et prix	43
D	Monnaie et banque	44
E	Le budget fédéral	45
F	Commerce par groupes de produits et par zones	46

INTRODUCTION

Après le ralentissement qu'elle avait subi en 1967, la croissance de la production a marqué une nette accélération en 1968 et en 1969. Au premier semestre de 1968, la forte reprise des exportations a été le moteur de l'expansion, quelque peu stimulée par les mesures de politique économique prises par les autorités. L'investissement fixe, qui plafonnait ou fléchissait depuis longtemps, a manifesté des signes de réveil. Les enquêtes de conjoncture donnent à penser que le coefficient d'utilisation des capacités de production a augmenté dans l'industrie et le nombre d'heures travaillées s'est accru. Cependant, le nombre des personnes pourvues d'un emploi n'a évolué que lentement à la suite de la reprise et le chômage est resté relativement important. Au commencement de 1969 il existait donc encore une certaine marge de main-d'œuvre inemployée dans l'ensemble de l'économie. En 1968 et pendant les premiers mois de 1969, les prix sont demeurés stables, la hausse des salaires a été plus faible que d'habitude et les coûts unitaires de la production manufacturière ont baissé, après avoir beaucoup augmenté aux alentours de 1965. La forte avance des exportations de marchandises et des recettes touristiques a entraîné une nouvelle réduction du déficit de la balance des paiements courants.

La reprise de l'activité économique devrait rester vigoureuse au cours des prochains mois et donner lieu entre 1968 et 1969 à une expansion de la production de 5 à 6 %, entraînée par l'investissement fixe des entreprises et par les exportations, avec, dans le courant de l'année, une progression de la consommation privée répondant à l'augmentation des revenus. La marge de ressources inemployées dans l'économie devrait se rétrécir, du fait que la production s'accroîtra plus vite que la capacité. Toutefois, comme les exportations progresseront probablement à un rythme rapide, le déficit de la balance des paiements courants pourra rester voisin de celui de 1968.

I ÉVOLUTION RÉCENTE

La reprise de la demande

En Autriche comme dans les autres pays où les échanges extérieurs revêtent une grande importance, le mouvement des exportations a exercé ces derniers temps une forte influence sur l'évolution cyclique de la conjoncture (tableau 1 et graphique 1). La courbe de progression des exportations a subi d'amples oscillations, dont la répercussion directe sur l'activité économique a été très sensible. Elles ont en outre exercé des effets indirects, de multiplication, sur la consommation privée, par l'intermédiaire des variations de l'emploi et des revenus des particuliers, ainsi que sur la propension à investir, en raison de leur influence sur le taux d'utilisation des capacités de production, sur les bénéfices et sur le climat conjoncturel en général.

Au second semestre de 1967, la progression du volume des exportations de biens et de services n'a atteint qu'un taux annuel désaisonnalisé avoisinant 3,5 %, nettement inférieur à sa tendance à long terme. En effet, les

Tableau 1 Variation en pourcentage¹ du PNB et de ses composantes
Aux prix de 1954

	1967 année	1968 année	1967		1968	
			1 ^{er} sem.	2 ^e sem.	1 ^{er} sem.	2 ^e sem.
Dépenses des consommateurs	3,2	3,6	5,1	1,8	5,1	2,6
Dépenses courantes de l'État	4,5	3,5	7,1	4,2	4,7	2,8
Investissement fixe brut	—	-1,2	0,4	-2,4	-5,9	11,1
Demande intérieure finale (Variation différentielle des stocks) ²	2,5	2,4	4,0	1,0	2,2	4,7
	-0,8	1,4	-2,2	—	1,6	2,4
Demande intérieure totale	1,6	3,8	1,6	1,0	3,8	6,9
Exportations	5,7	10,0	7,3	3,6	15,1	6,7
Importations	1,1	8,1	1,4	0,6	13,8	5,5
(Variation de la balance exté- rieure) ²	1,3	0,2	1,7	1,0	-0,2	0,2
PNB	3,1	4,1	3,4	2,0	4,0	6,7
PNB, agriculture exclue	1,7	4,6	2,2	0,2	5,9	6,3

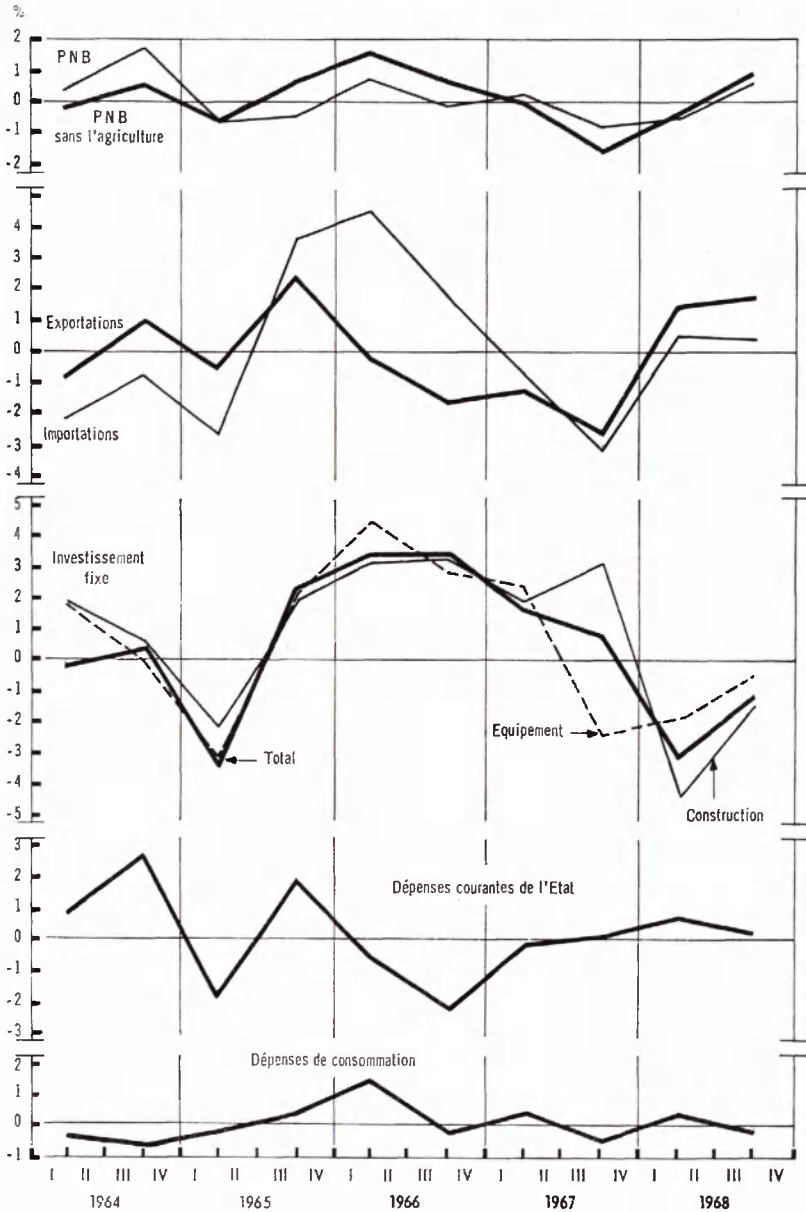
1 Pourcentages annuels de variation par rapport à la période précédente, corrigés des variations saisonnières par le Secrétariat.

2 En pourcentage du PNB de la période précédente, taux annuels.

Source : Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung et Secrétariat de l'OCDE.

Autriche

Graphique 1 Évolution cyclique du PNB et de ses principales composantes¹



1 Le graphique indique les écarts des chiffres semestriels désaisonnalisés du volume du PNB par rapport à la tendance estimée par l'OCDE. Les données concernant le PNB ont été fournies par l'Institut Autrichien de Recherche Économique.

Source : OCDE et Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung.

exportations vers l'Allemagne qui constitue le principal partenaire commercial de l'Autriche, n'avaient pas encore repris. La conjoncture s'est trouvée alourdie en Autriche par le fléchissement passager des exportations et par la récession qui se manifestait alors en Allemagne, de sorte que le volume de la formation brute de capital fixe a diminué. Avec la baisse de l'emploi, la consommation privée n'a connu qu'une faible expansion et la production non agricole a marqué un palier.

La production non agricole s'est rapidement ressaisie au premier semestre de 1968, et elle a progressé au cours de cette période à un rythme annuel désaisonnalisé voisin de 6 %. Les exportations ont été le principal moteur de la relance, leur expansion en volume atteignant un taux annuel désaisonnalisé de l'ordre de 15 %. Ce sont probablement elles qui ont contribué le plus à l'augmentation du PNB observée pendant cette période. La demande de produits d'importation a brusquement repris en Allemagne et les exportations autrichiennes vers les pays de l'AELE, notamment vers le Royaume-Uni, ont été stimulées de façon constante par la suppression des barrières tarifaires à l'intérieur de l'AELE ainsi que par la progression soutenue des importations au Royaume-Uni. L'Allemagne et le Royaume-Uni ont absorbé 70 % de l'augmentation annuelle des exportations autrichiennes de marchandises, constatée au premier semestre de 1968.

La politique économique a également contribué à la reprise de l'activité. Un budget « conditionnel » s'élevant à 2,4 milliards de schillings (0,8 % du PNB) et conçu spécialement pour exercer immédiatement une influence massive sur la conjoncture interne a été adopté vers la fin de 1967. La moitié des crédits qu'il couvrait ont été dépensés en mars 1968. Au surplus, l'impôt sur le revenu des personnes physiques avait été allégé en octobre 1967 et les abattements pour enfants à charge ont été considérablement majorés à partir du début de 1968. Bien que l'effet stimulant de ces mesures ait été jusqu'à un certain point atténué par la majoration du taux de la taxe générale sur le chiffre d'affaires et des taxes de péréquation sur les importations, la consommation privée, favorisée par la hausse plus rapide des traitements et salaires, a augmenté beaucoup plus vite que précédemment.

Un accroissement considérable de la constitution de stocks a contribué pour sa part à la relance. Toutefois le volume de l'investissement fixe a continué de fléchir. La construction immobilière a marqué un recul très net, qui s'explique notamment par des retards dans l'affectation des fonds publics, dus à l'application d'une nouvelle réglementation administrative pour l'octroi de l'aide de l'État au logement. La demande d'investissement fixe des entreprises, dont l'évolution est habituellement en retard sur l'évolution cyclique de la demande globale, est restée déprimée.

Au second semestre de 1968, les exportations ont continué à progresser, mais à un rythme moins rapide qu'auparavant, et l'investissement fixe a

manifesté quelques signes de reprise. La réduction artificielle du niveau de la construction résidentielle a été suivie d'une avance marquée et l'investissement fixe des entreprises a commencé à se ranimer. La formation de stocks est demeurée un important élément moteur de l'économie. Sous l'effet conjugué du ralentissement, par rapport au premier semestre, de la hausse des traitements et salaires et de la majoration des taxes à l'achat intervenue en septembre, l'accroissement de la consommation privée est devenu moins rapide. La progression de l'activité économique a néanmoins continué d'être soutenue dans les secteurs non agricoles.

Les indicateurs disponibles donnent à penser que l'expansion de l'activité économique s'est poursuivie au premier semestre de 1969. Les exportations sont en très net progrès et l'investissement fixe paraît avoir continué son redressement. La production industrielle a été très soutenue. L'évolution des ventes au détail indique que la consommation privée a augmenté.

La production et l'emploi

L'accélération du rythme de croissance de la production globale observée en 1968 tient à la reprise de la production industrielle (bâtiment exclu) et à la forte avance du produit de la plupart des branches du secteur des services. La construction immobilière a reculé et le niveau de la production agricole est resté aussi élevé qu'en 1967.

Les variations de l'indice desaisonnalisé de la production industrielle permettent de penser que la reprise a été soutenue pendant la majeure partie de l'année 1968, bien qu'elle ait marqué, au quatrième trimestre, une pause

Tableau 2 **Production par secteur**
Milliards de schillings, prix de 1954

	En pourcentage du PNB de 1968 ¹	Variation en pourcentage	
		de 1966 à 1967	de 1967 à 1968
Industrie	36,5	+0,7	+6,5
Bâtiment et travaux publics	10,1	+1,5	-3,0
Entreprises publiques	2,8	+2,8	+6,0
Transports	6,2	+0,9	+2,6
Commerce	13,7	+2,4	+4,2
Administrations publiques	11,0	+3,5	+3,5
Autres services	12,7	+4,6	+5,2
Agriculture et sylviculture	7,1	+16,8	0,0
	100,0	+3,1	+4,1

1 Aux prix courants.

Source : Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung.

imputable surtout à la prolongation des congés de Noël dans certaines branches. Toutefois, la production industrielle a vite repris sa progression au premier trimestre de 1969. Celle-ci était restée inférieure à la tendance à long terme, de la fin de 1966 au milieu de 1968, mais elle l'a nettement dépassée, au cours des premiers mois de 1969, ce qui dénote une forte hausse du taux d'utilisation des capacités (graphique 2). Cette impression est confirmée par les résultats des sondages opérés à l'automne de 1968: 48% des entreprises interrogées ont alors répondu qu'elles utilisaient à plein leurs capacités de production, contre 35 % seulement un an auparavant. En avril 1969, cette proportion atteignait 59 %; elle n'avait jamais été aussi forte depuis le milieu de 1964.

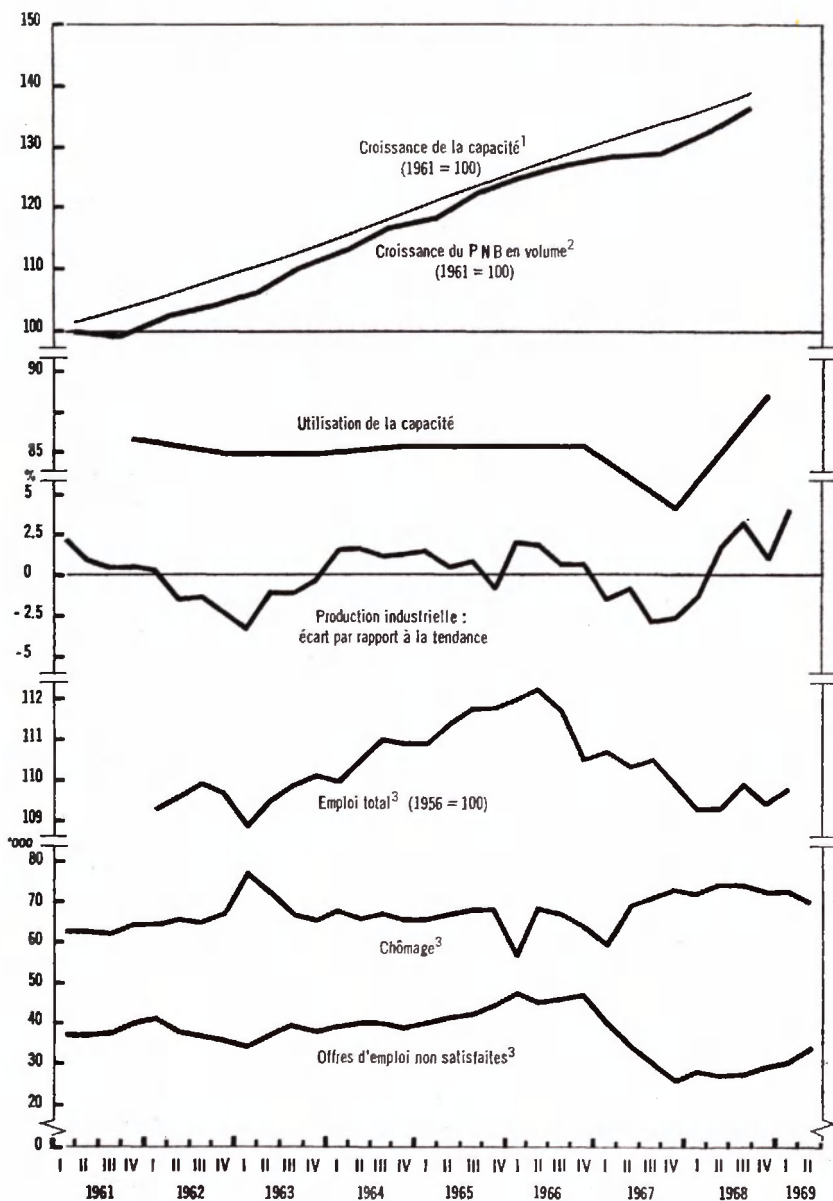
Tableau 3 Production industrielle
Indice desaisonnalisé, 1963 = 100

1967	1968				1969
	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.
117,3	119,7	124,7	127,2	125,5	131,3

Il semble pourtant qu'il existe encore sur le marché du travail des effectifs qui pourraient être employés. En moyenne, le volume total de l'emploi a accusé en 1968 un recul de 0,8 % par rapport à l'année précédente. Le nombre des travailleurs étrangers, qui est très sensible à l'état du marché du travail, a diminué de 6 % en raison du ralentissement enregistré dans l'industrie de la construction, toutefois, la situation est loin d'être la même dans tous les secteurs de l'économie. Si l'emploi a continué d'augmenter (de 1 à 1,5 %) dans le secteur des services, publics et privés, la plupart des autres secteurs, et notamment la construction, l'agriculture et la sylviculture, ont connu des fléchissements relativement importants. L'emploi a diminué de 1,7 % dans les industries manufacturières, la baisse affectant surtout les mines, le textile, la sidérurgie, les pierres et la céramique. Ce fléchissement est dû à des facteurs structurels autant qu'à des facteurs conjoncturels (voir la partie consacrée aux problèmes structurels). En dépit de la forte reprise de la production, l'effectif corrigé des variations saisonnières des travailleurs pourvus d'un emploi n'a pratiquement pas varié durant la majeure partie de 1968 (voir graphique 2). Cependant, les offres d'emploi ont manifesté des signes incontestables de redressement vers la fin de l'année; le travail à temps partiel avait pratiquement disparu en octobre et le nombre d'heures travaillées par salarié était, au quatrième trimestre de 1968, supérieur de 1,5 % à celui d'un an auparavant.

Autriche

Graphique 2 Production, capacité et emploi



1 Estimation du Secrétariat.

2 Agriculture exclue.

3 Corrigé des variations saisonnières.

Sources : OCDE et Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung.

En dépit de la baisse de l'emploi qui a affecté quelque 20 000 personnes en 1968, le nombre des chômeurs n'a augmenté que d'un peu plus de 6 000. Poursuivant l'évolution amorcée vers 1960, la population en âge de travailler a encore diminué de 12 000 personnes et la population active (travailleurs et chômeurs recensés) a fléchi de 0,5 %. L'augmentation du chômage a touché presque tous les secteurs, mais elle a été particulièrement sensible dans le bâtiment et les travaux publics. Le taux désaisonnalisé du chômage est resté relativement élevé (presque 3 %¹ de la population active) tout au long de l'année 1968, mais il a manifesté une certaine tendance à diminuer en 1969. Cependant, le nombre d'offres d'emploi non satisfaites a commencé à progresser en 1968, et cette tendance s'est poursuivie pendant les premiers mois de 1969.

La productivité s'est fortement accrue en 1968. La progression enregistrée dans l'industrie manufacturière (9 %) est la plus forte de ces dernières années. L'importance du gain de productivité s'explique notamment par une certaine résorption de la marge de ressources inemployées, mais il est possible qu'elle ait été favorisée par le fait que, lorsqu'elles ont procédé ces dernières années à des investissements fixes, les entreprises ont été guidées par le souci de moderniser leur équipement plutôt que par le dessein d'augmenter leur capacité de production. Des résultats particulièrement satisfaisants ont été obtenus dans la papeterie, la sidérurgie et l'industrie chimique.

Tableau 4 Production, emploi et productivité dans l'industrie manufacturière

	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Production	+4,2	+7,8	+3,7	+4,2	0,0	+7,2
Emploi	-1,4	-0,1	+0,1	-0,8	-3,3	-1,7
Productivité	+5,7	+8,0	+3,6	+5,1	+3,5	+9,0

Les salaires, les prix et les revenus

Deux facteurs importants ont tempéré la hausse des salaires en 1968. Le premier a été le niveau relativement peu élevé de l'activité économique en 1967 et pendant les premiers mois de 1968, qui a entraîné une détente sur le marché du travail. Le second a été l'allègement des impôts sur le revenu

1 Ce pourcentage doit être interprété avec prudence, car la classification retenue par l'Autriche en cette matière ne correspond pas aux normes internationales courantes et elle tend à surestimer le nombre des chômeurs.

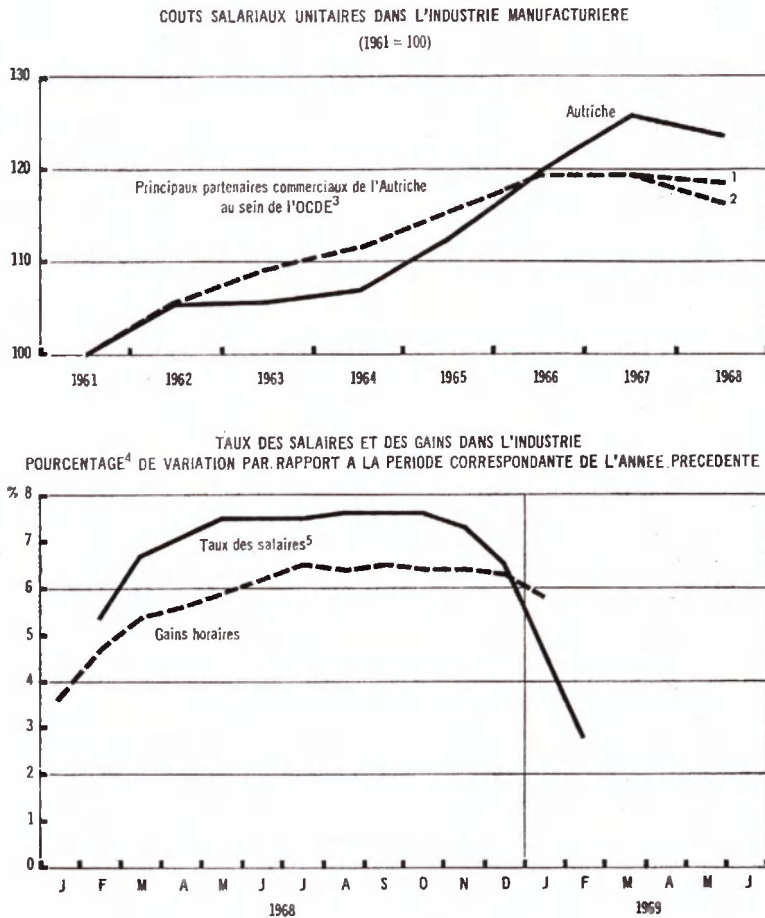
décidé par le Gouvernement à la suite de négociations avec les syndicats, en contrepartie de la modération dont ceux-ci faisaient preuve en matière de revendications salariales. L'indice des taux de salaires bruts n'a augmenté que de 6,6 %, de 1967 à 1968; la hausse de ce taux, inférieure de plus d'un point à celle de 1967, a ainsi été la plus faible de toutes celles qui ont été enregistrées depuis la récession de 1958-1959. Le glissement des salaires n'est devenu sensible qu'à la fin de l'année, en dépit d'une certaine augmentation du nombre des heures supplémentaires. Les gains horaires dans l'industrie manufacturière ont progressé un peu moins que l'indice des taux de salaires. En raison des progrès marqués de la productivité, les coûts salariaux par unité de production ont baissé (de 2,5 %) pour la première fois depuis 1959. Cette réduction a été à peu près équivalente à celle que l'on a observée en Allemagne occidentale en 1968, et elle s'est traduite, sur le plan de la concurrence, par un avantage à l'égard des autres pays industrialisés qui n'ont pas dévalué leur monnaie.

La masse globale des revenus salariaux a aussi progressé moins fortement qu'en 1967 (6,1 % au lieu de 8,1 %). La part des traitements et des salaires dans l'ensemble des revenus a néanmoins augmenté, à cause de la diminution des revenus agricoles; celle des revenus non salariaux des autres secteurs n'a pas varié. Les revenus disponibles des particuliers se sont accrus de 7 %, c'est-à-dire plus que les traitements et les salaires, en raison de l'allègement de l'impôt sur les personnes physiques à partir du 1^{er} octobre 1967 et de la majoration sensible des abattements pour enfants à charge, applicable à partir du début de 1968.

La stabilité des prix a été remarquable. L'indice des prix dérivé du PNB n'a augmenté que de 1,5 % de 1967 à 1968 contre 3,3 % l'année précédente. Le relèvement des prix à la consommation (3 % environ) a été un peu plus marqué, mais cette différence s'explique en partie par l'aggravation de la fiscalité indirecte et par la hausse continue des loyers et des services. La stabilité des prix s'est maintenue en 1969.

Le tableau 5 indique les principales variations des prix de détail en 1968. L'indice général a augmenté de 3 %, mais cette hausse est due à concurrence de 0,5 % à la majoration en septembre des impôts indirects sur les alcools et les automobiles; un autre demi-point est imputable à l'élévation des taux de la taxe sur le chiffre d'affaires, opérée en février (celle-ci n'est pas indiquée dans le tableau 5). On ne peut même pas attribuer intégralement les deux points restant à l'action des facteurs conjoncturels, car les augmentations de loyer ont été en grande partie la conséquence d'une libération du marché du logement. Il semble finalement que les « facteurs conjoncturels », compte tenu de la hausse lente et continue des services, ont participé pour 1,5 % à 2 % à la hausse des prix de détail.

Graphique 3 Évolution des salaires dans l'industrie



- 1 Chiffres ajustés pour tenir compte de la quasi-réévaluation allemande.
 - 2 Compte non tenu de la quasi-réévaluation allemande.
 - 3 Les données relatives aux différents pays sont pondérées en fonction de leur importance respective dans le commerce extérieur de l'Autriche.
 - 4 Moyennes mobiles sur trois mois.
 - 5 On ne dispose pas de statistiques comparables pour la période antérieure à 1967.
- Sources : OCDE et Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung.

La balance des paiements

L'amélioration de la balance des paiements qui s'était amorcée en 1967 s'est poursuivie en 1968. Elle a été favorisée par le fait que les principaux marchés autrichiens d'exportation ont connu une forte expansion tandis

Autriche

Tableau 5 Variation des prix de détail, de décembre 1967 à décembre 1968

	Contribution à la hausse de l'indice global	
	en points	%
Biens et services dont les prix sont réglementés		
Biens	0,3	10
Services	0,1	3
Biens et services dont les prix sont libres		
Denrées alimentaires et boissons (<i>dont</i> : majoration des droits sur l'alcool)	0,6 (0,25)	20 (8)
Autres biens (<i>dont</i> : majoration de la taxe sur les automo- biles)	0,9 (0,25)	30 (8)
Services	0,8	27
Loyers	0,3	10
	3,0	100

Source : Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung et estimations de l'OCDE.

que la demande intérieure ne progressait qu'à une allure modérée. Le déficit des paiements courants a connu une nouvelle diminution, imputable surtout à l'amélioration de la balance touristique. Les mouvements de capitaux à long terme se sont de nouveau soldés par d'importantes entrées nettes dont le montant a dépassé le déficit des paiements courants, de sorte que la balance de base est restée largement excédentaire. Toutefois, les opérations en capital à court terme, qui étaient à peu près équilibrées en 1967, se sont soldées par d'importantes sorties, qui n'ont été que partiellement compensées par les entrées comptabilisées au poste des erreurs et omissions. Dans ces conditions, l'augmentation des réserves officielles, qui avait été très nette en 1967, a été relativement modeste en 1968.

Alors qu'elle n'avait pratiquement pas varié en 1967, la valeur des importations de marchandises a augmenté d'environ 8 % en 1968. Les achats à l'étranger de denrées alimentaires ont diminué et les importations de biens d'équipement sont restées au même niveau qu'en 1967. En revanche, l'accélération de la production industrielle et de la formation de stocks s'est traduite par une augmentation des importations de matières premières et de demi-produits. Le renforcement de la demande des consommateurs a entraîné, d'autre part, un accroissement de 11 % environ des importations de biens de consommation. La répartition des importations par zones a continué d'être influencée par la levée des barrières douanières à l'intérieur de l'AELE: les importations en provenance des pays de l'AELE ont augmenté de 9 % mais les achats aux pays de la CEE ne se sont accrus que de 6 %.

Sous l'effet de la forte expansion des échanges mondiaux en 1968, l'Autriche a été en mesure d'accroître de 10 % ses exportations de marchandises, la plupart des groupes de produits (à l'exception des denrées alimentaires, des boissons et du tabac) participant à l'avance générale. Cette progression est imputable pour un tiers environ à la forte reprise des importations de l'Allemagne (23,4 % des importations autrichiennes ont été absorbées par l'Allemagne en 1968). La levée définitive des droits de douane à l'intérieur de la zone de l'AELE a d'autre part continué de stimuler fortement les exportations de l'Autriche. Les ventes aux pays de l'AELE ont représenté 23,7 % du total de ces exportations en 1968 contre 22,5 % en 1967. La proportion des exportations vers les pays de la CEE a légèrement diminué (40,3 % au lieu de 40,7 %), de même que celle des exportations vers les pays de l'Europe de l'Est (14,8 % au lieu de 16,2 %).

Après avoir fléchi en 1967, l'excédent de la balance des services a regagné en 1968 à peu près son niveau de 1966. Les recettes de tourisme ont beaucoup augmenté sous l'effet de la forte reprise des dépenses de l'Allemagne au titre des voyages à l'étranger. Cette amélioration des recettes du

Tableau 6 La balance des paiements
Millions de dollars

	1966	1967	1968
Balance commerciale	-671	-545	-539
Exportations	1 698	1 821	1 995
Importations	2 368	2 366	2 534
Services, net	425	384	415
Tourisme	424	396	430
Recettes	595	615	687
Dépenses	-171	-219	-257
Revenu des investissements, net	-23	-34	-56
Autres services, net	24	22	42
Transferts, net	58	50	40
Balance des paiements courants	-188	-111	-84
Capitaux à long terme, net	36	265	187
Publics, net	-34	117	179
Privés, net	70	148	7
Balance de base	-152	154	103
Capitaux à court terme non monétaires	26	21	-20
Erreurs et omissions	21	4	34
Balance des opérations non monétaires	-105	179	117
Institutions monétaires privées, capitaux à court terme	124	-23	-84
Balance des règlements officiels (+ = augmentation)	19	156	33
Or	—	—	13
Position au FMI	31	14	43
Divers	-12	142	-23

Source : Österreichisches Nationalbank.

NOTE : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs termes.

tourisme a été en partie absorbée par le déficit croissant du revenu des investissements (net), qui s'explique surtout par le gonflement du secteur public au cours des deux dernières années et par la hausse des taux d'intérêt sur les places étrangères.

Les entrées de capitaux à long terme ont été plus faibles qu'en 1967, mais elles sont restées importantes l'année dernière. Les opérations du secteur public ont entraîné une nouvelle et forte augmentation des entrées nettes de capitaux, due principalement à l'accroissement considérable des besoins du Gouvernement fédéral. L'afflux net de capitaux destinés au secteur privé a été faible en 1968; le montant net des emprunts à long terme du secteur privé à l'étranger a un peu diminué, mais les sorties nettes enregistrées au titre des opérations de portefeuille ont doublé, atteignant ainsi 65 millions de dollars, en raison surtout d'une forte augmentation des achats nets d'actions étrangères; au surplus, les banques ont sensiblement amélioré leur position nette à long terme vis-à-vis de l'étranger.

L'excédent assez important de la balance des opérations non monétaires a été compensé en grande partie par des sorties de fonds bancaires à court terme, reflétant non seulement l'attrait relatif des marchés monétaires étrangers, mais aussi l'aisance de la situation monétaire en Autriche. La balance des règlements officiels ne s'est soldée que par un faible excédent

Tableau 7 Commerce extérieur en 1967 et en 1968
Moyennes mensuelles, millions de schillings

	Importations			Exportations		
	1967	1968	± %	1967	1968	± %
Denrées alimentaires, etc.	512	490	-4,3	221	196	-11,3
Matières premières	838	956	+14,1	546	595	+9,0
Demi-produits	964	1 078	+11,8	926	1 014	+9,5
Biens d'équipement	936	936	—	808	883	+9,3
Biens de consommation	1 754	1 950	+11,2	1 417	1 620	+14,3
Total¹	5 004	5 408	+8,1	3 919	4 309	+10,0
<i>Par groupe de pays :</i>						
AELE	914	995	+8,9	881	1 021	+15,9
<i>dont : Royaume-Uni</i>	301	333	+10,6	218	273	+25,2
CEE	2 929	3 103	+5,9	1 595	1 737	+8,9
<i>dont : Allemagne</i>	2 085	2 240	+7,4	870	1 008	+15,9
Europe de l'Est	453	528	+16,6	636	638	+0,3
Autres	708	782	+10,5	807	913	+13,1
	5 004	5 408	+8,1	3 919	4 309	+10,0

1 Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs termes.

Source : Statistiques autrichiennes du commerce extérieur.

(33 millions de dollars). Les réserves officielles d'or et de devises sont restées très suffisantes et représentaient à la fin de 1968 l'équivalent de 7 à 8 mois d'importations de marchandises.

Le déficit de la balance des paiements courants a encore eu tendance à se résorber au premier semestre de 1969. Les exportations de marchandises et les recettes touristiques ont progressé à une allure très vive et le déficit commercial s'est sensiblement réduit. En dépit d'une baisse des entrées de capitaux à long terme, l'excédent de la balance de base n'a sans doute guère varié. Toutefois, les sorties enregistrées au titre de capitaux à court terme ont probablement atteint une certaine importance, en raison notamment des incertitudes qui planent sur les parités actuelles des différentes monnaies, et les réserves officielles de devises ont peut-être un peu baissé.

II POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Une politique de régulation de la demande un peu moins expansionniste a été adoptée dans le courant de 1968, l'utilisation des capacités ayant atteint des niveaux plus élevés sous l'effet de la reprise de l'activité. Bien qu'elles aient été influencées par des considérations touchant au financement du déficit du budget fédéral, les dates d'application des mesures budgétaires se sont finalement révélées assez opportunes. Aucune décision importante n'a été prise dans le domaine de la politique monétaire, mais la Banque Centrale a laissé les « forces du marché » exercer une influence expansionniste modérée sur les liquidités bancaires.

Politique budgétaire

Le budget fédéral voté au commencement de 1968 est resté dans la ligne de la politique budgétaire expansionniste que le Gouvernement avait adoptée pour lutter contre le ralentissement de l'activité économique en 1967. L'allègement des impôts sur les particuliers, que l'on prévoyait pour 1968 et dont on estimait que l'effet correspondrait à une augmentation de la consommation privée supérieure à 1 %, avait été appliqué par avance dès le 1^{er} octobre 1967. Les abattements pour enfants à charge ont été sensiblement majorés au commencement de 1968. Le niveau de l'épargne courante nette n'a guère varié par rapport à 1967, où il était nettement inférieur à celui de l'année précédente. Le déficit prévu par la Loi de finances était exceptionnellement élevé (7,0 milliards de schillings, contre 3,7 milliards en

1967). En outre, afin de stimuler la reprise de l'activité économique, les autorités ont complété le budget ordinaire par un budget « conditionnel » d'un montant de 2,4 milliards de schillings, soit 0,8 % du PNB, comprenant surtout des dépenses d'équipement, notamment dans le secteur de la construction. La moitié des crédits qu'il ouvrait ont été débloqués au début de mars 1968. Des marchés ont rapidement été passés pour des projets susceptibles d'avoir un effet immédiat sur l'activité des entreprises, notamment dans les secteurs où se faisait sentir un certain marasme.

Dans le courant de 1968, lorsque s'est manifestée la reprise de l'activité intérieure, la politique budgétaire a été infléchie dans le sens de la rigueur. La seconde moitié des crédits inscrits au budget « conditionnel » n'a pas été débloquée. Afin d'améliorer la situation financière de l'État fédéral, les autorités ont procédé en février à une majoration de la taxe générale sur le chiffre d'affaires et des taxes de péréquation sur les importations, qui a fait monter d'environ un demi-point l'indice du coût de la vie et a partiellement compensé les effets de l'allègement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, opéré en octobre 1967. La perspective de voir le déficit de trésorerie atteindre 16 milliards de schillings en 1969 a conduit les autorités à instituer en septembre 1968 une taxe à l'achat spéciale de 10 % sur les boissons alcooliques et les véhicules automobiles, dont le produit devait s'élever à 1,3 milliard de schillings en année pleine. Une majoration provisoire de 10 % de l'impôt sur le revenu des particuliers, ayant pour effet de réduire d'environ deux tiers de point les revenus disponibles, a été appliquée à partir du 1^{er} janvier 1969 et restera en vigueur jusqu'à la fin de 1970. Le taux de l'impôt foncier a été augmenté de 0,25 % et porté à 0,75 %. Le produit attendu des mesures fiscales prises en septembre correspond à environ 1,5 % de la consommation privée. En dépit des majorations d'impôt opérées dans le courant de l'année, le budget fédéral semble au total avoir stimulé la demande en 1968, moins cependant qu'en 1967 (tableau 8).

Le budget de 1969 aura probablement pour effet de freiner un peu la demande. Les recettes fiscales devraient progresser relativement vite, étant donné les majorations d'impôts adoptées en septembre dernier, mais les dépenses pourraient augmenter moins que l'an passé. Le déficit intérieur réel sera d'environ 1,7 milliard de schillings contre 4 milliards en 1968.

L'application d'une politique souple de gestion de la dette publique a encore été entravée en 1968 et 1969 par l'insuffisance des dispositions réglementaires visant l'amortissement de la dette de l'État ainsi que par l'étroitesse de ce marché. Vu l'opportunité d'une politique de détente sur le marché monétaire, le Gouvernement a largement fait appel aux prêteurs étrangers, qui ont couvert plus de la moitié du déficit global d'environ 8 milliards de schillings en 1968. Le marché financier intérieur est étroit et la législation en vigueur enserme dans des limites très strictes les pouvoirs dont dispose

le Gouvernement pour placer à sa convenance des emprunts à court terme (bons du Trésor). Au demeurant, les avances de la Banque Centrale à l'État ne peuvent depuis 1955 dépasser un milliard de schillings. Un projet de loi, tendant à modifier la législation relative à la Banque Centrale et dont on attend l'adoption par le Parlement en 1969, prévoit que le plafond des avances à l'État serait fixé à 5 % du montant brut des recettes fiscales fédérales, ce qui aurait pour effet de porter actuellement la limite à 3 milliards de schillings environ. Les emprunts nécessaires au financement des opérations de l'État fédéral représenteront peut-être la même somme en 1969 que l'année dernière, et le Gouvernement envisage de s'en procurer la majeure partie (les trois quarts environ) dans le pays même. Un tel montant serait bien supérieur à celui qu'il a pu emprunter en Autriche les années précédentes.

Tableau 8 Le budget fédéral

BUDGET CLASSIQUE				
En milliards de schillings				
	1966	1967	1968	1969
	Résul- tats	Résul- tats	Résul- tats estimés	Budget voté
Recettes, produit des emprunts non compris	53,0	55,0	60,4	66,8
Dépenses	56,7	62,8	68,8	74,8
<i>dont</i> : remboursement de la dette	2,7	2,7	3,2	5,4
Déficit global	3,7	7,8	8,4	8,0
Déficit ne comprenant pas les opérations qui n'exercent pas une influence directe sur la demande intérieure	0,9	4,2	4,0	1,7

DANS L'OPTIQUE DE LA COMPTABILITÉ NATIONALE
Milliards de schillings, pourcentage de variation
par rapport à l'année précédente

	1966	1967	1968	1969
Recettes courantes	51,1	2,0	9,8	11,0
Dépenses courantes				
Biens et services	17,0	12,4	8,4	9,7
Transferts	24,7	6,5	9,9	7,6
Formation brute de capital fixe	5,1	17,6	8,5*	—*
Transfert en capital	2,3	..	13,0*	—*
Estimation de l'effet ¹ des modifications budgé- taires sur la demande intérieure (en pour- centage du PNB)	—½	1½	¼	—½

1 Les pourcentages mentionnés ici doivent être considérés comme une indication sous réserve du sens et de l'ordre de grandeur approximatif de l'effet que les modifications des recettes fiscales et des dépenses de l'État fédéral peuvent avoir sur la demande intérieure. Les changements qui peuvent se produire, d'une année à l'autre dans la composition des dépenses fédérales (et dans les taux marginaux d'importation, les taux d'épargne, etc.) sont de nature à provoquer des variations du multiplicateur.

* Estimations du Secrétariat.

Source : Bundesfinanzgesetz 1969, Tableau E de l'annexe.

Politique monétaire

Aucune mesure n'a été prise dans le domaine de la politique monétaire en 1968 et au début de 1969. Les facteurs internes ont continué d'exercer une influence restrictive sur le volume de la monnaie pendant toute l'année 1968, et c'est un nouvel accroissement des soldes extérieurs des établissements financiers qui est à l'origine du gonflement légèrement plus rapide de la masse monétaire. Les liquidités bancaires sont restées abondantes. La langueur de l'expansion des crédits bancaires au premier semestre de 1968 s'explique notamment par la diminution des besoins de financement des entreprises, due au faible montant des investissements fixes et à l'augmentation des bénéfices. Si la demande de crédits a été plus vigoureuse au second semestre, cela tient surtout au fait que les emprunteurs, hésitant à faire appel aux prêteurs étrangers à cause des incertitudes qui planaient sur l'avenir des taux de change en vigueur, ont préféré se tourner vers le marché intérieur. Comme la reprise économique se confirmait et que les entreprises recommençaient à investir, l'expansion des prêts bancaires s'est accélérée fortement à partir du début de 1969. Toutefois, la spéculation sur une modification éventuelle des parités monétaires a aggravé, entre le milieu du mois d'avril et la mi-mai, la réduction de la liquidité des banques qui s'était amorcée au premier trimestre. Afin d'éviter que les prêts bancaires en soient fâcheusement affectés, la Banque Centrale a réduit de 1,8 milliard de schillings environ le montant des réserves obligatoires, à la fin du mois de mai.

Bien que le Gouvernement fédéral se soit efforcé de se procurer à l'étranger la plupart des fonds d'emprunt qui lui étaient nécessaires, le marché des obligations a été soumis, au premier semestre de 1968, à une tension considérable, qui a eu pour effet de faire monter le rendement réel des obligations en circulation à un niveau sans précédent, supérieur à 7,5 %. Mais, le montant des émissions nouvelles ayant considérablement diminué au second semestre, la tension que subissait le marché des obligations s'est quelque peu relâchée et le rendement moyen des obligations en circulation a baissé d'environ un quart de point. Sur l'ensemble de l'année, le volume net des émissions nouvelles a accusé une sensible diminution et s'est retrouvé à peu près au même point qu'en 1962.

La cause principale de la chute brutale subie par le montant net des émissions d'obligations a été l'importante baisse des souscriptions du secteur privé sur le marché obligataire, elle-même imputable, en grande partie, à l'abolition, à partir du 1^{er} janvier 1968, de certains avantages fiscaux dont bénéficiaient les sociétés pour leurs souscriptions, à une augmentation plus faible des salaires et aux incertitudes que suscitait la crise de l'or. Ces souscriptions avaient considérablement fait augmenter en 1967 la part prise par le secteur privé sur le marché des obligations. Il est possible en outre que la faiblesse du volume des achats d'obligations par le secteur privé soit due en

Tableau 9 Indicateurs monétaires
Variations en milliards de schillings

	1966	1967	1968	1 ^{er} trim. 1968	1 ^{er} trim. 1969
A Principaux facteurs agissant sur la masse monétaire globale					
1 Crédits bancaires au secteur non bancaire autrichien	17,4	11,8	14,1	2,1	5,4
2 Formation interne de capitaux monétaires	13,7	13,0	14,4	3,8	5,7
<i>dont</i> : dépôts d'épargne	(10,0)	(9,1)	(10,5)	(2,3)	(3,7)
3 Excédent du total des prêts bancaires sur la formation de capitaux monétaires ¹ 2	3,7	-1,2	-0,2	-1,7	-0,3
4 Position nette des organismes de crédit vis-à-vis de l'étranger	-1,4	5,0	4,7	1,6	2,0
<i>dont</i> : Banque Nationale d'Autriche	(0,5)	(4,1)	(0,9)	(-1,9)	(-1,0)
5 Autres facteurs	0,1	-0,2	-0,5	-0,8	-1,0
A Variation de la masse monétaire globale (3 + 4 + 5)	2,4	3,6	4,0	-0,9	0,8
B Facteurs agissant sur les liquidités bancaires					
(a) Billets et pièces en circulation	-2,2	-1,5	-1,1	1,7	1,1
(b) Solde net des opérations du secteur non bancaire avec la Banque Centrale et autres facteurs	0,7	0,1	0,4	-2,0	-2,6
(c) Position nette de la Banque Centrale vis-à-vis de l'étranger et avoirs étrangers à court terme des organismes de crédit	—	7,6	1,5	-1,2	-0,6 ²
Total des « facteurs du marché »	-1,5	6,2	0,8	-1,5	-0,9 ²
(d) Variations liées aux réserves minimales ¹	1,9	-0,8	-0,6	0,4	-0,4
B Total des liquidités bancaires	0,4	5,4	0,2	-1,1	-1,7²

1 Y compris les opérations sur le marché libre (Tranche M)

2 En partie estimé.

Source : Österreichische Nationalbank.

NOTE Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs termes.

partie à l'activité des fonds de placement étrangers. Les achats nets d'actions étrangères ont en effet doublé, atteignant environ 800 millions de schillings, compte tenu des achats de certificats d'investissement. De surcroît, les organismes investisseurs, dont l'intervention sur le marché autrichien des obligations n'est d'ailleurs pas très active (la sécurité sociale ne fonctionne pas selon le régime de la capitalisation et les assurances privées n'ont qu'une importance relativement minime), ne paraissent avoir nullement augmenté leur portefeuille. Enfin, la tension sur le marché des obligations a été sensiblement aggravée du fait que les opérations pour compte étranger sur les obligations se sont soldées par d'importantes cessions, dont le montant net a représenté environ 20 % du volume global des émissions nettes d'obligations. Les achats nets d'obligations par les banques semblent être restés, à peu de chose près, aussi faibles que l'année précédente (voir tableau 10).

Tableau 10 Émissions nettes et achats d'obligations

	1965	1966	1967	1968
Total brut des émissions	7,21	6,14	7,60	6,85
Secteur bancaire	1,77	1,88	2,41	3,20
Gouvernement fédéral	2,30	1,50	2,00	1,22
Autres collectivités publiques, y compris les sociétés d'électricité	2,64	2,52	2,82	1,88
Secteur privé autrichien	0,50	0,12	0,26	0,40
Étranger	—	0,12	0,11	0,15
Remboursements	1,70	1,64	2,42	3,70
Total net des émissions	5,51	4,49	5,18	3,15
Répartition des achats ¹				
(a) Secteur bancaire	2,05	1,82	1,36	1,38
(b) Sécurité sociale et assurances privées	0,53	0,55	0,65	0,06
(c) Étranger	0,10	—0,15	—0,54	—0,62
(d) Autres acheteurs du secteur privé ²	2,83	2,27	3,71	2,33
Total net des émissions d'obligations en pourcentage du PNB	2,3	1,7	1,9	1,1

1 Variations de portefeuille résultant de la comparaison des bilans successifs.

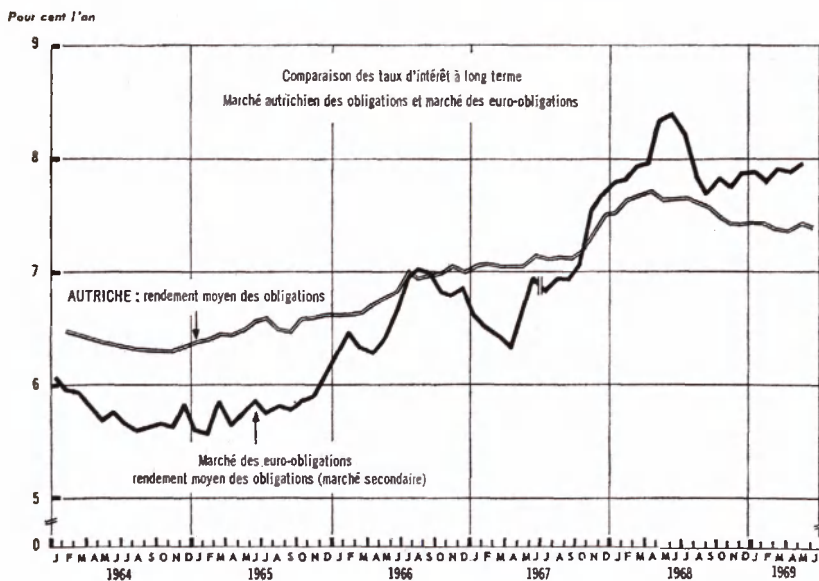
2 Chiffre obtenu par différence et tenant compte des discordances dues aux différences d'évaluation.

Source : Österreichische Nationalbank et Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung.

Le rendement des obligations a commencé à monter pendant la récession, avant même que s'amorce la phase ascendante du cycle économique, et s'est maintenu en 1968 à un niveau sans précédent depuis la fin de la guerre. Il est incontestable que l'évolution de la situation à l'étranger, notamment sur le marché des Eurodollars, est pour beaucoup dans ce phénomène, mais la fragilité des liens qui peuvent exister entre les achats d'obligations sur le marché intérieur et les liquidités bancaires constitue une caractéristique parti-

culièrement remarquable de l'Autriche. En effet, bien que les liquidités bancaires se soient fortement accrues en 1967 et se soient maintenues à un niveau élevé en 1968, le portefeuille d'obligations des banques s'est alors beaucoup moins gonflé qu'en 1965 et 1966, années d'austérité monétaire. Les banques ont au contraire préféré, en 1967 et 1968, augmenter de plus de 5 milliards de schillings leurs avoirs étrangers à court et à long terme. Le puissant attrait qu'exercent les marchés monétaires et financiers étrangers a été renforcé, par le fait qu'il n'existe en Autriche pratiquement pas de marché monétaire répondant aux besoins et par l'absence d'un marché secondaire des obligations fonctionnant correctement. Il semble que la première mesure à prendre pour créer en Autriche un véritable marché monétaire et financier, dont la présence faciliterait de surcroît la mise en œuvre d'une politique plus souple de gestion de la dette publique, pourrait consister à élargir les pouvoirs discrétionnaires dont peut disposer le Trésor en matière d'émissions de valeurs publiques à court terme. Toutefois, l'accord conclu entre les établissements financiers et régissant les taux des dépôts bancaires et des dépôts d'épargne, fixe pour les opérations du marché monétaire avec le secteur non bancaire des plafonds de taux d'intérêt qui réduisent la sou-

Graphique 4 Rendement des obligations



Sources : Pour les rendements des obligations autrichiennes: Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung et Österreichische Länderbank. Pour le rendement des euro-obligations: Secrétariat.

plése de fonctionnement du marché de l'argent à court terme. L'abrogation de cet accord pourrait contribuer à améliorer l'efficacité du marché monétaire intérieur.

Afin d'améliorer le marché monétaire et d'avoir plus de latitude pour sa politique monétaire, le Gouvernement a proposé d'importants amendements à la législation visant la Banque Centrale et le crédit (Kreditwesengesetz). Outre l'élévation du plafond des avances de la Banque Centrale à l'État déjà signalée plus haut, le projet de loi prévoit une extension des règles régissant actuellement les réserves minimales obligatoires ainsi qu'un élargissement des possibilités d'intervention de la Banque Centrale sur le marché libre qui aurait notamment des effets favorables sur le marché secondaire.

III PROBLÈMES STRUCTURELS

La structure de l'économie autrichienne n'a cessé d'être au premier plan des préoccupations depuis 1960. Dans un pays comme l'Autriche dont l'économie n'a qu'une importance relative, les problèmes de structure tendent à être étroitement associés à la position de la balance du commerce extérieur. En Autriche, les importations et les exportations de biens et de services représentent en effet de 25 % à 30 % du PNB et cette part a, tout comme dans les autres pays industrialisés, suivi une tendance ascendante depuis la fin de la guerre. L'expansion des exportations constitue donc l'un des éléments essentiels de la croissance globale de l'économie nationale. Elles se trouvent toutefois limitées depuis 1960 par un certain nombre de facteurs :

- (a) La structure de la demande mondiale d'importations de marchandises se modifie au détriment des produits de base et à l'avantage des produits de transformation ;
- (b) L'institution de la CEE rend plus difficile l'expansion des exportations sur les débouchés extérieurs traditionnels ;
- (c) La restructuration de l'économie nationale se trouve entravée par des obstacles d'ordre financier tenant à l'étroitesse du marché intérieur des capitaux et à l'affectation trop généreuse de l'épargne du secteur public aux branches traditionnelles de l'industrie ;
- (d) La population active est stationnaire ou décline et sa mobilité géographique et professionnelle est insuffisante.

On trouvera dans les paragraphes suivants quelques remarques sur certains aspects de ces problèmes.

Tableau 11 Répartition et progression par groupes de produits des exportations autrichiennes et des exportations de l'ensemble de la zone de l'OCDE en valeur, 1962-1968

	Répartition en pourcentage				Pourcentage de progression	
	1962		1968		1962-68	
	Autriche	OCDE	Autriche	OCDE	Autriche	OCDE
Alimentation et boissons	5,0	14,6	4,7	11,9	46,8	46,4
Matières et produits de base ¹	60,3	34,9	51,7	32,0	35,0	63,8
Fer et acier	16,5	6,2	12,2	5,7	16,1	65,4
Autres matières brutes	18,9	11,3	13,7	10,5	14,1	64,9
Combustibles minéraux	2,4	4,2	3,0	3,3	95,3	40,3
Autres produits manufacturés de base	22,5	13,2	22,9	12,5	60,0	69,6
Produits de transformation ¹	32,8	48,9	43,6	54,7	109,2	100,2
Machines et matériel	17,8	22,3	18,7	22,5	65,7	80,3
Équipement ménager	0,8	1,1	1,7	1,4	250,5	131,7
Véhicules routiers à moteur	2,1	6,6	1,5	9,3	14,1	153,4
Navires et aéronefs	0,3	3,5	1,0	3,9	485,3	101,1
Produits chimiques	3,0	8,1	6,3	9,2	228,4	103,6
Autres produits manufacturés	8,8	7,3	14,3	8,3	155,5	104,1
Autres	1,9	1,6	0,0	1,4	—	54,7
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	57,4	78,9

¹ Ce classement est forcément quelque peu arbitraire, mais on obtiendrait des résultats analogues avec d'autres classements du même ordre (par exemple: exportations « à croissance lente » et « à croissance rapide »).

Sources : OCDE.

Exportations de marchandises

L'expansion insuffisante des exportations de marchandises est au centre des difficultés éprouvées par l'économie autrichienne depuis 1960. Le tableau 11 indique la répartition et la progression par groupe de produits des exportations entre 1962 et 1968, avec, en référence, les pourcentages correspondants pour l'ensemble de la zone de l'OCDE. Le handicap initial de l'Autriche tient à ce qu'en 1962, près des deux tiers de ses exportations étaient constitués de produits manufacturés de base, dont les exportations progressent relativement lentement, alors que ce groupe de produits ne représentait qu'un tiers environ des exportations de l'ensemble des pays de l'OCDE. Au cours de la période envisagée et pour l'ensemble de ces pays, les exportations de matières et de produits de base n'ont progressé que de 64 %, alors que l'ensemble des exportations s'accroissait de 79 %. L'effet défavorable de ce phénomène sur les exportations autrichiennes s'est trouvé renforcé par la création de la Communauté Économique Européenne; avec la réduction progressive des droits de douane et des autres restrictions qui entravaient les échanges à l'intérieur de la Communauté et avec

Autriche

l'institution d'un tarif extérieur commun, au total désavantageux pour l'Autriche, celle-ci a éprouvé peu à peu des difficultés croissantes pour développer, ou même tout simplement pour conserver, dans la CEE, certains débouchés importants qu'elle y avait depuis longtemps. Au surplus, les frais de transport relativement élevés dus à leur situation géographique n'ont guère facilité aux industries de base autrichiennes la conquête de marchés de remplacement. La progression des exportations autrichiennes de produits de base a donc été lente et leur proportion dans les exportations globales a diminué, passant de 60 % environ en 1962 à 52 % en 1968.

En ce qui concerne, en revanche, les groupes de produits tels que les biens d'équipement, le matériel et les produits chimiques à progression rapide pour lesquels l'Autriche était relativement « sous-représentée » en 1962, le fait que ses exportations se sont développées à un rythme supérieur à la cadence moyenne de l'OCDE et que leur structure est maintenant plus proche de la structure moyenne de l'OCDE constitue pour elle un résultat indéniable. Cette évolution représente un important ajustement structurel et il semble que le stade le plus pénible du processus d'adaptation soit maintenant dépassé.

Tableau 12 Répartition et progression par zones des exportations autrichiennes et des exportations de l'OCDE de 1962 à 1968 (en valeur)

	<i>Répartition en pourcentage</i>				<i>Pourcentage de progression</i>	
	1962		1968		1962-68	
	Autriche	OCDE	Autriche	OCDE	Autriche	OCDE
Pays de la CEE	50,0	26,6	40,3	28,3	26,9	90,2
Pays de l'AELE	15,2	17,3	22,8	15,8	137,1	63,0
Pays du bloc sino-soviétique	14,9	3,1	15,2	3,5	59,8	100,1
Autres pays	19,9	53,0	21,7	52,4	71,5	77,2

Source : OCDE.

Ce n'est pas seulement la composition par groupes de produits des exportations autrichiennes qui s'est modifiée, mais aussi leur répartition par zones de destination (voir tableau 12). Le contraste entre l'expansion des exportations de l'Autriche vers les pays de la CEE et celle de ses exportations vers les pays de l'AELE est extrêmement frappant. Les premières ont progressé à un rythme à peu près quatre fois moins rapide que celui des exportations de l'ensemble des pays de l'OCDE tandis que les secondes se

sont développées deux fois plus vite que celles-ci. Non seulement l'Autriche exportait surtout, au début des années 60, des produits dont l'exportation progresse à un rythme lent et dont le prix comporte une forte proportion de frais de transport, mais en outre, sa position compétitive sur les marchés où elle écoulait traditionnellement ces produits est devenue progressivement de plus en plus difficile. C'est pourquoi elle a dû essayer de conquérir une place sur de nouveaux marchés, plus lointains que les précédents. Le changement intervenu dans la répartition par zones de ses exportations a été, bien entendu, fortement influencé par le démantèlement des barrières qui entraient les échanges commerciaux à l'intérieur de la zone de l'AELE.

Tableau 13 Résultats obtenus à l'exportation par l'Autriche, ventilés par zones

	Pays de la CEE	Pays de l'AELE ¹	Autres pays de l'OCDE ²	Pays du bloc soviétique	Autres pays non membres de l'OCDE	Total mondial
1960-1963	-7,3	7,5	-6,3	---	-2,9	-3,7
1964-1966	-4,5	6,0	-0,4	-7,4	-0,7	-2,5
1967-1968	-5,7	10,7	1,3	-3,8	5,8	-0,2

1 Non compris le Portugal.

2 Y compris le Portugal.

Source : OCDE.

NOTE Par « résultats obtenus à l'exportation », on entend ici, pour chacune des grandes zones retenues ci-dessus, la différence (positive ou négative) entre la progression des exportations de l'Autriche vers la zone en question et la progression que l'on aurait observée si la part de l'Autriche dans les exportations totales de l'OCDE vers les marchés qui constituent cette zone était restée la même que pendant l'année de référence.

Le tableau 13 montre en outre que l'adaptation à la nouvelle structure des débouchés s'est faite dans des conditions relativement satisfaisantes, du point de vue des « résultats » comparés obtenus à l'exportation. Il permet de constater que les résultats les moins bons ont été obtenus de 1960 à 1963, période où les exportations mondiales des pays de l'OCDE progressaient à une cadence supérieure de 3,7 % à celle des exportations mondiales de l'Autriche. Pendant la période 1964-1966, le rythme d'expansion des exportations autrichiennes était encore inférieur de 2,5 % à celui des exportations de l'ensemble des pays de l'OCDE, mais il a presque rattrapé celui-ci en 1967-1968. Cette évolution encourageante s'explique en partie par les meilleurs résultats obtenus pour les exportations autrichiennes vers les autres pays n'appartenant pas à l'OCDE, qui sont particulièrement intéressants à cet égard, car aucune discrimination commerciale ne vient les fausser, et en partie aussi par une diminution relative, dans le total des exportations, de

la part des pays de la CEE et des pays du bloc sino-soviétique et par une augmentation corrélative de la part des pays de l'AELE, pour lesquels les résultats obtenus par l'Autriche ont été uniformément satisfaisants. Pour l'ensemble des deux années 1967 et 1968, les résultats obtenus par l'Autriche ont été sensiblement équivalents à ceux des autres pays de l'OCDE, en dépit du fort recul de la part des exportations autrichiennes sur les marchés des pays de la CEE, observé au cours de l'une et l'autre années.

Il semblerait donc que l'Autriche soit en meilleure position maintenant qu'au début des années 60 pour améliorer ses résultats à l'exportation. La proportion des exportations à progression rapide dans le total de ses exportations est plus élevée, de même que celle des exportations à destination de marchés où elle n'est handicapée par aucune discrimination. La période où la part des exportations autrichiennes sur les marchés étrangers baissait rapidement semble désormais révolue.

Affectation de l'investissement fixe et de l'épargne

Depuis une dizaine d'années, le taux de l'investissement fixe global oscille autour de 25 % du PNB, soit sensiblement plus que la moyenne enregistrée pour les pays de l'OCDE. Cependant, l'investissement industriel fixe a marqué un palier ou a diminué pendant une longue période. Le volume de l'investissement fixe dans l'industrie a été plus faible en 1968 qu'en 1959 et la forte reprise que les autorités espèrent voir se produire en 1969 ne pourrait que le ramener à son niveau moyen de la décennie en cours. Les incitations à investir n'ont guère été sensibles dans les industries traditionnelles de base, où les problèmes de rentabilité posés par la faiblesse générale de la demande et spécialement par la perte de marchés dans les pays de la CEE ont été particulièrement aigus. Dans les mines, la sidérurgie, la métallurgie de base, le pétrole et les charbonnages, toutes industries où prédominent les entreprises publiques, l'activité d'investissement connaît un fléchissement très net depuis 1960, tant en valeur absolue qu'en proportion de l'investissement industriel global. D'autres branches de l'industrie font apparaître une progression, insuffisante toutefois pour compenser la baisse observée dans les industries de base; dans l'ensemble, on enregistre un palier ou un recul. L'investissement total est resté relativement important à cause de la forte progression de la formation de capital fixe enregistrée dans le secteur des services (tourisme, services publics, logement et infrastructure des transports).

Il n'y a pas lieu d'étudier ici en détail les facteurs qui ont contribué au ralentissement des investissements industriels et à la modification interne de leur structure. Pour apprécier l'évolution de ces dernières années, il faut se reporter aux investissements exceptionnellement importants réalisés au cours des années 50 dans la plupart des branches industrielles, notamment dans

Tableau 14 Investissement fixe ventilé par secteurs,
en pourcentage du PNB, de 1957 à 1967
aux prix courants

	1957-59	1960-62	1963-65	1966-67
Agriculture et sylviculture	1,4	1,6	1,6	1,5
Mines et industrie manufacturière	5,3	5,7	4,7	4,1
<i>dont :</i>				
Industries de base ¹	1,7	1,6	0,9	0,8
Autres industries	3,6	4,1	3,8	3,3
Travaux publics	NA	NA	0,7	0,4
Entreprises publiques	2,4	2,3	2,2	2,3
Transports et communications	3,5	3,7	3,9	4,0
Logement	4,2	4,4	4,7	4,8
Administrations publiques	1,7	2,0	2,3	2,5
Autres services	NA	NA	4,7	6,4
Total	22,1	24,3	25,0	25,7

1 Siderurgie, charbonnages, industrie pétrolière (pétrole brut, principalement)
Source : Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung

les industries de base, et dont les années 1960 et 1961 ont marqué le sommet. Le palier et le fléchissement observés depuis lors peuvent s'expliquer en partie par l'achèvement à ce moment de certaines grandes réalisations. Les incertitudes touchant l'adhésion éventuelle de l'Autriche à la CEE peuvent également avoir fait hésiter les milieux d'affaires à s'engager dans de nouveaux projets et, plus récemment, l'évolution cyclique de la conjoncture n'a guère encouragé le renforcement des capacités de production.

La pénurie de capitaux proprement dite ne saurait expliquer la baisse de l'investissement industriel, étant donné le niveau relativement élevé de l'épargne intérieure et l'importance des sommes empruntées à l'étranger ces dernières années. Il faut rapprocher de l'étroitesse du marché autrichien des capitaux l'inadaptation des apports de fonds du système bancaire pour les opérations à long terme, la pénurie de capitaux investis en participation et la diminution des bénéfiques. Il semble pourtant bien que le problème essentiel soit celui de l'affectation de l'épargne. L'importance croissante de l'épargne publique a eu tendance à maintenir la structure industrielle existante, car il semble qu'une forte proportion des fonds disponibles pour les investissements ait été affectée aux industries traditionnelles (qui sont en grande partie nationalisées). Bien que les sommes investies dans ces industries aient diminué, leur volume garde une importance qui ne paraît pas pouvoir se justifier, du moins à posteriori, par les résultats obtenus.

Tableau 15 Sources de l'épargne¹

	Moyenne 1957-1961		Moyenne 1962-1965		Moyenne 1966-1967	
	du PNB	% de l'épargne totale	du PNB	% de l'épargne totale	du PNB	% de l'épargne totale
<i>Épargne brute :</i>						
Particuliers	6,4	24,4	5,3	20,2	5,3	19,0
Entreprises ²	14,0	54,2	14,5	55,2	14,3	50,8
Secteur public	5,4	21,1	6,6	25,3	6,9	24,5
Total de l'épargne intérieure	25,8	99,7	26,4	100,7	26,5	94,3
Entrées (— = sorties) de ressources réelles en provenance (— = à destination) de l'étranger	0,1	0,3	-0,2	-0,7	1,6	5,7
Épargne brute totale (= total des investissements réels bruts)	25,9	100,0	26,2	100,0	28,1	100,0
<i>Épargne nette :</i>						
Particuliers	6,4	39,4	5,3	34,5	5,3	31,0
Entreprises ²	4,9	30,8	4,4	28,6	4,2	24,1
Secteur public ³	4,7	29,4	5,8	38,2	6,1	35,5
Total de l'épargne intérieure	16,0	99,6	15,5	101,3	15,6	90,6
Entrées (— = sorties) de ressources réelles en provenance (— = à destination) de l'étranger	0,1	0,4	-0,2	-1,3	1,6	9,4
Épargne nette totale (= total des investissements nets)	16,1	100,0	15,3	100,0	17,2	100,0

1 Épargne courante plus transferts de capitaux reçus moins transferts de capitaux versés.

2 Y compris les industries nationalisées et le logement; y compris les stocks.

3 Non compris les industries nationalisées; y compris les stocks.

Source : OCDE, Comptes nationaux des pays de l'OCDE.

Diverses mesures ont été prises en 1968 et 1969 afin d'augmenter la souplesse d'adaptation de l'économie autrichienne¹:

- (i) la loi relative à la promotion du marché du travail, entrée en vigueur en janvier 1968, a prévu qu'une assistance financière serait accordée aux travailleurs pour faciliter leur réadaptation professionnelle, leur mobilité et leur reclassement, ainsi qu'aux entreprises pour favoriser la réorganisation de leur processus de production;
- (ii) la loi relative au financement de l'expansion et de la modernisation de l'équipement (janvier 1969) a créé un fonds qui consentira, à concurrence de 2,5 milliards de schillings, des prêts d'équipement industriel et touristique;
- (iii) parmi les autres mesures prises pour améliorer le financement des investissements fixes, des fonds spéciaux ont été affectés à l'agriculture, à certaines régions et à certains grands projets industriels;
- (iv) un office public a été créé en 1968 pour étudier et coordonner la réforme structurelle des industries nationalisées;
- (v) la pratique des prix imposés a été interdite pour certains articles (appareils électroménagers et détergents); si l'interdiction donne des résultats satisfaisants, elle pourra être étendue à d'autres secteurs;
- (vi) une loi relative à l'amélioration des structures, qui a été votée en janvier, prévoit l'application temporaire de dispositions fiscales de faveur pour encourager les fusions de sociétés et assurer l'exonération des prêts accordés par des consortiums;
- (vii) le Parlement a été saisi de mesures d'ensemble visant à encourager des modifications de structure dans les secteurs des transports et de l'énergie.

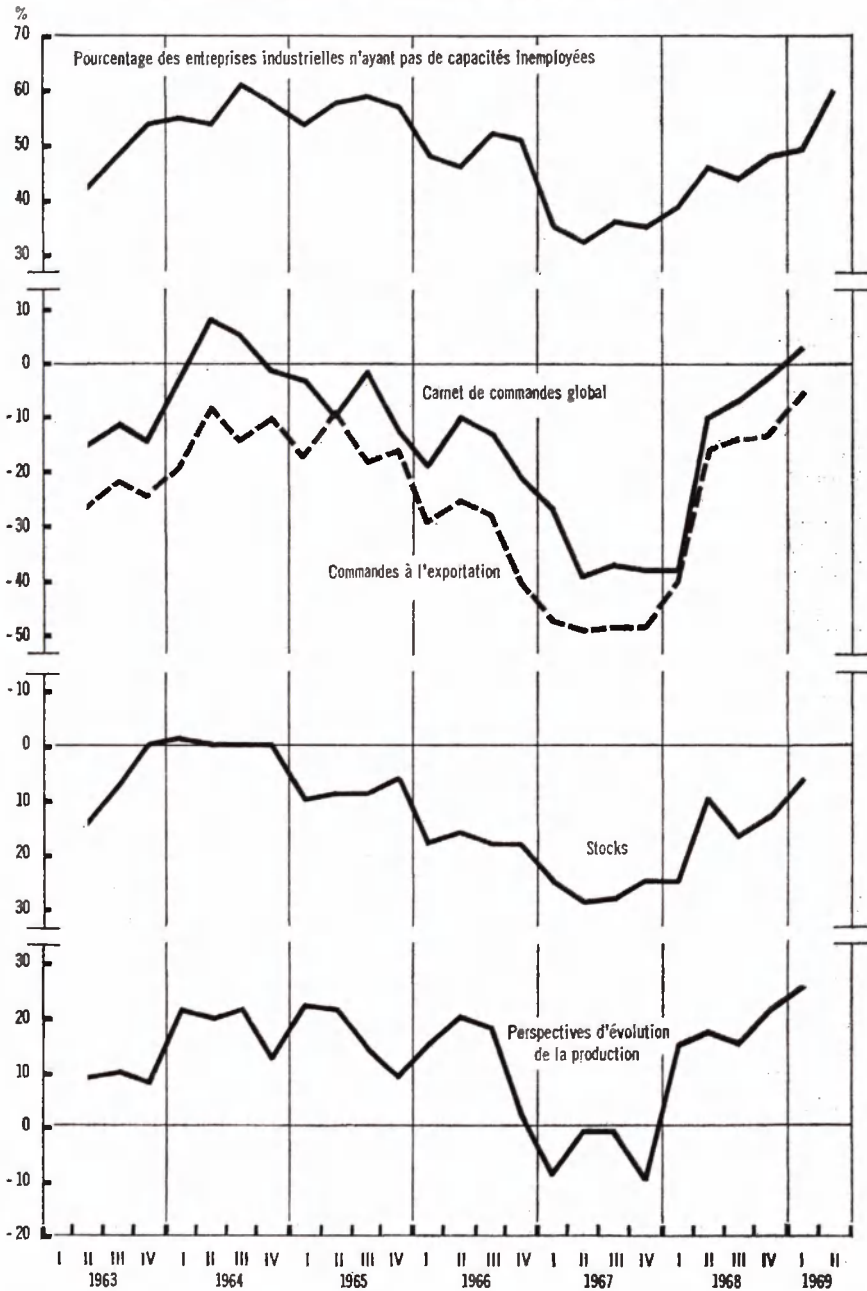
IV PERSPECTIVES

Stimulée par la progression rapide des exportations, la reprise amorcée en 1968 devrait se poursuivre à un rythme rapide en 1969. L'investissement fixe deviendra sans doute un facteur d'expansion de plus en plus important et la hausse du niveau de l'emploi et des revenus devrait accélérer l'augmen-

1 La plupart de ces mesures ont été prises dans le cadre du « Plan Koren », relatif à la coordination des politiques économiques conjoncturelle et structurelle.

Autriche

Graphique 5 Enquêtes industrielles auprès des entreprises



Source: Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung.

tation des dépenses de consommation. Le PNB pourrait s'accroître de 5,5 % en termes réels.

Tableau 16 Perspectives d'évolution de la demande en 1969

	1968 Milliards de schillings	Pourcentage de variation en volume par rapport à l'année précédente	
		1968	1969
Dépenses de consommation	175,2	3,6	4½
Dépenses courantes de l'État	44,8	3,5	3½
Investissement fixe brut	69,5	-1,2	10
<i>dont</i> : Construction	(36,2)	-3,5	4
Machines et matériel	(33,3)	0,7	15
Demande intérieure finale	289,5	2,4	6
Variation des stocks ¹	9,3	1,4	—
Demande intérieure totale	298,8	3,8	6
Exportations	78,1	10,0	10½
Importations	81,8	8,3	10
Variation de la balance extérieure ¹	-3,7	0,2	-½
PNB	295,1	4,0	5½

1 En pourcentage du PNB de la période précédente.

Source : Estimations du Secrétariat.

L'enquête effectuée en novembre 1968 par l'Institut autrichien de Recherche Économique donne à penser que l'investissement fixe industriel pourrait augmenter en 1969 dans une proportion atteignant 27 % en valeur. La rapidité de cette avance tient en grande partie à la réalisation d'importantes installations pétrolières (raffineries et oléoducs) et d'autres projets spéciaux, mais le taux de progression par rapport à 1968 serait encore de 9 % environ si l'on ne tenait pas compte de ces efforts particuliers. L'importance des projets d'investissement peut s'expliquer par l'augmentation en 1968 des marges bénéficiaires, par l'élévation du taux d'utilisation des capacités (87 % en novembre 1968 contre 83 % en novembre 1967), par le gonflement des carnets de commande et par la perspective générale d'une forte progression de la demande en 1969. La majoration provisoire de l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés, instituée à partir du 1^{er} janvier 1969, peut également avoir stimulé quelque peu l'investissement fixe des entreprises; elle a en effet indirectement accru l'importance des amortissements déductibles et semble avoir incité les chefs d'entreprise à reporter à 1969 certains investissements qu'ils envisageaient de faire en 1968. Toutefois,

avec la disparition du budget « conditionnel », les dépenses d'investissement de l'État fédéral pourraient cesser d'augmenter. Les perspectives sont extrêmement floues dans le secteur de la construction. La demande de logements sera peut-être encore réservée et l'activité de l'ensemble du secteur pourrait ainsi tout au plus retrouver à peu près son niveau de 1967. Il pourrait donc subsister dans la construction immobilière une marge considérable de ressources inemployées. En dépit de la progression assez rapide des investissements en machines et en matériel, le taux de croissance global de l'investissement fixe brut pourrait ne pas excéder 8 % en termes réels.

La consommation privée paraît devoir s'accroître rapidement au cours de 1969. L'emploi global tend à augmenter, pour la première fois depuis plusieurs années (voir plus haut le graphique 2). La hausse des salaires a été modérée en 1968 mais elle devrait s'accroître dans les prochains mois car d'importantes conventions arrivent à échéance et doivent être renouvelées vers le milieu de l'année. La masse globale des traitements et des salaires pourrait s'accroître de près de 9 % en 1969, contre 6 % en 1968. Toutefois, les revenus réels disponibles des particuliers ne manqueront pas de ressentir l'effet des principales majorations d'impôts indirects et l'on peut prévoir qu'avec une hausse des prix de détail de l'ordre de 3 % les dépenses de consommation augmenteront de 4 à 5 % environ en volume. La progression sera probablement plus rapide au second semestre qu'au premier, après les négociations salariales actuellement en cours.

Les exportations de marchandises seront encore un puissant facteur de croissance en 1969. Les principaux marchés d'exportation de l'Autriche connaîtront sans doute une expansion de l'ordre de 14 %. Étant donné les résultats obtenus à l'exportation depuis 1960, il serait peut-être prudent de prévoir un certain recul de la position de l'Autriche sur les marchés étrangers, sans que ce mouvement soit toutefois très important, car la structure des exportations par groupes de produits s'est améliorée, l'Autriche a obtenu des résultats satisfaisants à l'exportation depuis quelque temps et elle a réussi à maintenir la stabilité de ses coûts et de ses prix.

La progression des importations pourrait être relativement rapide, étant donné l'accélération de la demande globale et le renforcement de la tension à laquelle sont soumises les ressources ; il est néanmoins possible que le déficit des opérations courantes ne soit guère supérieur à celui de 1968. En effet, on a déjà signalé que les exportations continueront sans doute à progresser à un rythme soutenu, mais on peut en outre prévoir que les recettes invisibles nettes, et notamment les recettes touristiques, connaîtront une forte augmentation, par suite de la forte progression des revenus des particuliers dans les pays voisins. Au premier trimestre, les dépenses brutes des voyageurs étrangers en Autriche ont dépassé de 19 % celles de la période correspondante de l'année précédente, et cela montre que les efforts déployés

pour attirer les étrangers en Autriche à l'occasion des sports d'hiver ont été couronnés de succès. La progression sera peut-être moins considérable pour la saison d'été, mais les recettes touristiques devraient marquer une avance sensible pour l'ensemble de l'année. L'augmentation des dépenses de consommation et l'accroissement rapide des dépenses d'investissement dans le secteur des entreprises entraînera une forte poussée des importations de marchandises au second semestre. Cependant, l'expansion des exportations de marchandises commencera peut-être à se ressentir des limitations de capacité. La balance touristique devenant également moins favorable, la tendance à un accroissement du déficit que fait apparaître la balance des paiements courants pourrait se renforcer au second semestre de 1969 et au premier semestre de 1970.

V CONCLUSIONS

Stimulée par l'intensité de la demande dans les pays de l'OCDE, l'activité de l'économie autrichienne a marqué une reprise vigoureuse dans le courant de 1968 et la croissance s'est poursuivie à un rythme rapide en 1969. La progression des exportations a été favorisée par l'évolution relativement satisfaisante des coûts et des prix et par la possibilité de puiser dans les réserves de capacité dégagées lors du ralentissement de l'expansion, survenu en 1967. La politique économique du Gouvernement, et notamment le budget « conditionnel », a contribué pour sa part à la reprise de l'activité en 1968, avant de prendre une tournure moins expansionniste. Le renversement de la tendance semble avoir consolidé la confiance des chefs d'entreprise et entraîné une reprise souhaitable de l'investissement fixe dans l'industrie, qui marquait le pas ou reculait depuis déjà longtemps.

Les perspectives paraissent également favorables à une poursuite de l'expansion au cours des prochains mois, étant donné notamment la tendance que manifestent les exportations et l'investissement fixe. La croissance de l'économie ne semble menacée d'être freinée dans l'immédiat ni par la situation de la balance des paiements, ni par l'évolution des coûts et des prix. La situation pourrait toutefois s'altérer vers la fin de l'année. La marge de ressources inemployées qui existe à l'heure actuelle pourrait avoir été absorbée à cette époque et l'accroissement des importations aurait alors tendance à s'accélérer. Si, comme cela est possible, les exportations progressent alors moins rapidement, le déficit de la balance des opérations courantes pourrait augmenter fortement et représenter 1 à 2 % du PNB. Disposant de réserves de change suffisantes et ayant à procéder à de gros investissements pour ajuster ses structures économiques, l'Autriche serait peut-être fondée à

accepter que sa balance des paiements courants se solde, du moins pendant un certain temps, par un déficit de cet ordre. Il ne serait toutefois peut-être pas souhaitable de le laisser augmenter beaucoup plus. L'ajustement de la politique de régulation de la demande, qui a déjà été opéré dans le sens du durcissement, semble donc justifié. Il est sans doute encore trop tôt pour apprécier s'il conviendra de prendre des mesures complémentaires, mais l'un des principaux objectifs de la politique de régulation de la demande doit consister à éviter que l'expansion de la demande pèse trop lourdement sur la balance extérieure.

Il importe en outre de veiller à ce que la hausse des coûts et des prix reste strictement limitée. Certes, les résultats obtenus pendant les deux dernières années ont été satisfaisants, mais les coûts unitaires de main-d'œuvre ont augmenté à une allure assez rapide au cours des premières années de la présente décennie et il est probable que les coûts ne pourraient guère augmenter en Autriche par rapport aux coûts dans les pays étrangers, sans compromettre la situation de la balance des paiements, étant donné, d'une part, que l'évolution des coûts a été favorable au cours des deux dernières années dans certains pays voisins, notamment en Allemagne et en Italie, et que, d'autre part, la livre sterling et certaines autres monnaies ont été dévaluées en novembre 1967. L'expérience montre que, si le maintien de la demande à un niveau convenable est indispensable, il peut ne pas suffire à assurer la stabilité des prix qui paraît souhaitable. Il semble donc qu'il y ait beaucoup à faire dans le domaine de la politique des revenus, pour maintenir ou renforcer la position concurrentielle de l'industrie autrichienne.

L'aménagement de nouvelles structures pour l'industrie autrichienne demeure l'un des objectifs fondamentaux de la politique économique. Renforcée l'an dernier pour pouvoir traiter les problèmes de structure qui se posent tant dans le secteur public que dans le secteur privé, la législation actuelle semble mettre à la disposition du Gouvernement les instruments de politique économique indispensables pour lui permettre de procéder à une meilleure affectation des investissements fixes, de l'épargne et de la main-d'œuvre. Dans la mise en œuvre de cette législation, le Gouvernement jugera peut-être bon d'encourager, par l'emploi qu'il fera de l'épargne publique, une meilleure affectation des ressources d'investissement, tout en s'efforçant d'élargir le marché financier intérieur, afin notamment d'accroître le volume des capitaux investis en participation à long terme et de donner aux autorités le supplément de moyens qui leur permettrait de gérer la dette publique avec plus de souplesse.

PAGE BLANCHE

ANNEXE STATISTIQUE

PAGE BLANCHE

Tableau A **Produit national**
En milliards de schillings

	1965	1966	1967	1968	1965	1966	1967	1968
	<i>Prix courants</i>				<i>Prix de 1954</i>			
DÉPENSE:								
Consommation privée	145,4	155,2	165,3	175,2	110,0	115,0	118,7	123,0
Consommation publique	32,6	36,3	41,1	44,8	15,9	16,4	17,1	17,8
<i>dont</i> : Défense	3,0	3,5	3,6
Formation intérieure brute de capital fixe	62,0	68,5	69,8	69,5	41,2	44,2	44,1	43,6
<i>dont</i> : Construction	32,2	35,6	36,9	36,2	18,6	19,8	20,1	19,4
Équipement et matériel	29,8	32,9	32,9	33,3	22,6	24,3	24,0	24,2
Variations des stocks, erreurs et omissions	3,8	9,0	8,2	9,3	3,3	6,4	4,9	7,5
Exportations de biens et services	62,2	66,0	70,3	78,1	50,6	52,7	55,7	61,4
<i>moins</i> : importations de biens et services	64,6	72,9	75,0	81,8	57,5	63,5	64,2	69,5
Produit national brut au prix du marché	241,2	262,1	279,1	295,1	163,5	171,3	176,5	183,8
ORIGINE PAR SECTEUR:								
Agriculture, sylviculture et pêche	19,2	20,2	22,1	20,9	15,0	15,3	17,8	17,8
Industries manufacturières, industries extractives et services publics	90,1	97,1	100,4	107,6	68,6	72,0	72,5	77,2
Construction	26,0	28,9	29,9	29,8	13,0	13,8	14,0	13,5
Autres	105,9	115,9	126,7	136,8	66,9	70,2	72,2	75,3
	<i>Aux prix courants</i>				<i>Aux prix courants en %</i>			
RÉPARTITION DU REVENU NATIONAL:								
Rémunérations des salariés et employés	118,4	130,6	141,5	150,2	65,2	66,8	67,3	68,6
Revenu de la propriété et de l'entreprise	51,3	53,4	56,2	69,7	27,7	26,4	26,7	31,8
Épargne des sociétés	7,7	7,9	7,7		4,3	4,2	3,7	
Impôts directs des sociétés	5,4	5,6	5,3		3,0	2,9	2,5	
Revenu échéant à l'État au titre de la propriété et de l'entreprise	1,7	1,9	2,0	2,2	0,9	0,9	1,0	1,0
<i>moins</i> : intérêt de la dette publique	2,1	2,2	2,4	3,2	1,1	1,1	1,1	1,5
Revenu national	182,4	197,3	210,3	218,9	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Office Central de Statistiques d'Autriche, Institut de recherche économique d'Autriche.

Tableau B Production, emploi, salaires et productivité dans l'industrie
Indice 1963 = 100

	1965	1966	1967	1968	1967				1968				1969 I
					I	II	III	IV	I	II	III	IV	
PRODUCTION INDUSTRIELLE (corrégée des variations saisonnières):													
Total	111,9	116,5	116,5	124,1	115,8	117,6	116,1	117,3	119,7	124,7	127,2	125,5	131,3
Industries extractives	91,2	89,7	81,7	78,2	82,3	82,3	84,1	78,4	76,0	80,4	80,3	76,1	72,4
Industries manufacturières	111,6	116,0	116,0	124,1	115,1	116,6	115,3	117,1	119,1	124,0	127,5	125,0	132,2
Métaux de base	107,2	110,5	103,5	116,5	104,6	103,6	101,5	104,5	110,1	114,3	118,7	122,9	129,4
Produits métallurgiques	112,2	112,4	112,5	120,1	110,2	114,3	110,2	115,6	113,7	117,8	123,8	124,4	128,8
Denrées alimentaires, boissons et tabac	104,2	115,1	116,8	117,4	113,5	120,1	120,8	114,5	113,8	122,7	124,2	110,3	121,0
Textiles	106,7	111,8	108,6	112,6	111,2	109,6	106,2	107,8	109,4	113,9	111,9	115,0	117,6
Produits chimiques	118,1	126,5	132,9	146,5	130,7	132,6	133,3	136,6	143,4	146,6	150,0	147,2	156,4
EMPLOI:													
Corrigé des variations saisonnières	100,0	99,3	96,0	94,3	97,9	96,5	94,8	94,0	94,5	94,5	93,8	94,6	96,3
Non corrigé des variations saisonnières (milliers)	606,9	603,3	583,1	573,2	590,5	583,5	580,0	578,6	567,3	568,4	575,0	582,0	580,0
dont : salariés (milliers)	490,9	483,0	461,3	451,5	429,4	462,1	458,3	456,2	445,9	447,5	453,3	459,1	456,3
SALAIRES ET PRODUCTIVITÉ:													
Gains horaires bruts par salarié (1965 = 100)	100,0	109,4	117,5	124,4	115,7	117,4	118,1	118,7	121,1	124,4	125,6	126,3	127,3
Gains mensuels bruts par salarié	118,9	133,2	143,4	152,8	127,2	140,8	144,3	161,1	136,0	151,1	154,0	167,0	142,5
Production par salarié	111,9	117,3	121,4	131,8	114,7	125,3	115,9	130,3	123,4	136,4	128,1	138,6	
Traitements et salaires par unité de production	106,3	113,6	118,1	115,9	111,1	112,5	124,7	123,7	110,1	110,8	120,1	122,6	

Sources : Principaux indicateurs économiques, OCDE; Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung.

Tableau C Ventes au détail et prix
Indice 1958 = 100

	1965	1966	1967	1968	1967				1968				1969 I
					I	II	III	IV	I	II	III	IV	
VENTES AU DÉTAIL:													
Total	171,0	179,5	187,7	195,8	164,0	176,7	184,4	225,5	169,9	184,8	193,5	235,0	173,9
Biens non durables	170,1	177,7	186,1	193,5	165,0	177,0	183,5	219,0	170,1	184,1	191,2	227,9	173,9
<i>dont</i> : Denrées alimentaires et boissons	175,0	183,2	192,7	198,4	175,9	190,1	193,2	211,6	179,6	194,1	201,3	218,5	182,2
Habillemeent	150,6	156,2	160,8	167,6	131,1	146,4	145,4	220,4	134,1	157,5	151,8	227,1	134,3
Biens durables	176,0	190,8	197,3	210,2	158,8	175,6	189,8	264,9	168,8	190,0	204,4	277,7	173,5
<i>dont</i> : Articles ménagers et meubles	171,5	185,5	190,4	202,8	149,4	172,1	182,9	257,3	161,3	183,3	196,9	269,7	164,3
PRIX:													
Coût de la vie	124,7	127,4	132,5	136,2	131,3	131,6	132,9	134,0	134,7	135,2	136,6	138,1	138,7
Denrées alimentaires, boissons et tabac	126,9	128,5	133,4	134,9	132,5	132,7	134,3	133,8	133,8	133,0	135,3	137,5	137,4
Autres produits	122,1	126,1	132,0	137,1	130,7	130,9	132,2	134,1	135,3	136,7	137,3	138,6	139,6
Prix de gros (1964 = 100)	102,6	104,6	107,1	108,1	106,8	107,6	107,3	106,7	107,5	108,0	108,0	108,6	109,4
Matières premières et produits semi-finis	101,7	105,4	104,9	105,9	105,6	104,5	104,4	105,0	106,0	105,5	105,5	106,7	108,0
Produits manufacturés	101,7	103,8	105,5	107,7	105,1	104,8	105,9	106,1	107,1	107,7	107,8	108,1	108,7
Coûts de la construction (à Vienne)	143,4	149,7	160,0	168,2	159,0	160,3	160,4	160,4	163,1	169,4	170,3	169,8	169,3
Main-d'œuvre	168,1	177,2	194,9	209,8	190,3	196,4	196,6	196,5	201,9	212,3	222,5	212,5	212,5
Matériaux	120,8	124,6	128,3	130,4	130,5	127,6	127,5	127,5	127,8	130,5	131,9	131,1	130,0

Source : Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung.

Tableau D Monnaie et banque
Fin de période

	1965	1966	1967				1968				1969 I
			I	II	III	IV	I	II	III	IV	
TAUX D'INTÉRÊT (pour cent):											
Taux d'escompte	4,5	4,5	4,5	4,25	4,25	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75
Rendement moyen sur les obligations	6,6	7,0	7,1	7,1	7,1	7,5	7,7	7,7	7,6	7,4	7,4
DISPONIBILITÉS MONÉTAIRES ET RÉSERVES D'OR ET DE DEVICES (milliards de schillings):											
Circulation monétaire	29,8	32,0	31,1	33,6	33,5	33,8	32,1	35,4	34,6	35,3	34,2
Engagements à vue de la Banque Nationale	11,5	11,8	13,2	12,4	12,5	13,4	12,8	12,5	13,9	12,5	13,4
Avoirs en or et devises de la Banque Nationale	32,1	31,8	31,9	32,7	34,1	35,4	32,9	34,6	35,6	35,0	33,8
<i>dont : Or</i>	18,0	18,1	18,1	18,1	18,1	18,1	18,1	18,4	18,4	18,4	18,4
ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT (milliards de schillings):											
Crédits au secteur intérieur non bancaire	89,0	103,9		109,7		113,1		117,9		125,4	
à court terme	33,5	38,4		40,2		39,6		41,1		42,6	
à moyen terme (1 à 5 ans)	18,1	21,8		23,4		23,7		25,0		26,8	
à long terme	37,5	43,3		46,1		50,0		51,7		56,0	
Dépôts au secteur intérieur non bancaire	103,1	114,2	117,5	118,9	123,2	126,4	129,1	131,2	136,2	140,3	145,7
à vue	23,5	23,7	23,8	24,0	25,6	25,7	25,3	26,4	29,3	28,4	29,1
à terme	11,1	12,0	12,6	12,8	13,1	13,1	13,8	14,0	14,3	13,8	14,7
épargne	68,5	78,5	81,0	82,1	84,5	87,6	89,9	90,9	92,6	98,2	101,9
Portefeuille-bons du Trésor autrichien	3,3	2,7	3,2	3,0	3,7	3,8	5,2	4,8	5,6	4,5	6,2
Portefeuille-autres titres autrichiens	19,3	21,4	21,2	21,8	21,9	22,9	23,0	24,0	24,4	24,5	24,7
Avoirs extérieurs	5,8	7,3	7,3	8,3	10,2	10,5	11,4	10,2	11,9	12,6	14,6
Engagements vis-à-vis de l'étranger	7,3	8,9	8,8	9,6	8,7	11,2	8,6	7,5	6,3	9,4	8,3

1 Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre exactement à la somme des composants.
Sources : Österreichische Nationalbank.

Tableau E. Le budget fédéral
Budget classique
 En milliards de schillings

	Résultats		Résultats provi- soires 1968 ^a	Budget voté			
	1966	1967		1966	1967 ¹	1968	1969
RECETTES:							
Impôts et redevances	38,8	39,3	43,9	39,0	41,7	43,5	48,9
Autres recettes de même nature	7,8	8,6	9,0	7,6	8,5	9,3	9,8
Revenu des monopoles et des entreprises de l'État	15,6	17,3	17,4	15,8	18,1	17,8	18,7
Transferts de l'étranger	0,6	0,2	0,1	0,6	0,1	0,1	0,1
Prélèvements sur les réserves constituées au cours des années précédentes	0,5	0,4	0,4	—	—	—	0,6
Autres	5,3	6,5	7,0	5,3	6,6	6,9	7,4
Total	68,6	72,3	77,8	68,3	75,0	77,6	85,5
DÉPENSES:							
Traitements et salaires	18,3	20,9	22,1	18,5	20,0	22,3	25,2
Subventions et transferts	25,5	27,6	30,3	25,5	26,8	29,2	31,6
Investissement brut	7,6	9,4	9,5	7,3	9,3	9,6	9,9
Promotion des investissements	1,9	2,1	2,2	1,6	2,2	2,2	2,1
Remboursement de la dette	2,7	2,7	3,2	2,5	3,2	3,4	5,4
Achats et paiements à l'étranger	0,8	0,9	1,2	0,4	0,8	1,0	1,6
Transferts aux réserves	0,4	0,6	0,5
Autres	15,1	15,9	17,2	15,0	16,4	18,1	17,7
Total	72,3	80,1	86,2	70,8	78,7	85,8	93,5
Déficit global	3,7	7,8	8,4	2,5	3,7	8,2	8,0
Déficit, non compris le remboursement de la dette	1,0	5,1	5,2	..	0,5	4,8	2,6
Déficit, non comprises les transactions n'affectant pas directement la demande intérieure	0,9	4,2	4,0	0,2	0,2	3,9	1,7

1 Au sens du 1. Bundesfinanzgesetznovelle de 1967, BGB1, N° 80.

2 Y compris 50 % du Budget conditionnel.

Source : Bundesfinanzministerium.

Tableau F Commerce par groupes de produits et par zones
Moyennes mensuelles, millions de schillings

	Importations				Exportations			
	1965	1966	1967	1968	1965	1966	1967	1968
Total	4 551	5 043	5 004	5 408	3 467	3 647	3 919	4 309
Par groupe de produits:								
Produits alimentaires, boissons, tabac	622	646	577	559	182	166	222	198
Matières premières	493	518	473	528	454	440	428	472
Combustibles minéraux, énergie	335	355	349	405	113	123	123	127
Produits chimiques	394	443	490	564	167	196	231	274
Équipement et matériel de transport	1 393	1 563	1 556	1 612	706	736	827	931
Autres	1 314	1 517	1 559	1 742	1 843	1 987	2 088	2 307
PAR ZONE:								
Pays de l'OCDE	3 670	4 092	4 113	4 391	2 503	2 645	2 766	3 103
Pays de la CEE	2 694	2 964	2 929	3 103	1 618	1 627	1 595	1 737
Allemagne	1 901	2 139	2 085	2 240	992	976	870	1 008
Italie	376	381	393	388	373	393	465	444
France	190	207	202	212	77	80	88	98
Pays de l'AELE ¹	679	803	914	995	636	735	881	1 021
Royaume-Uni	249	289	301	333	135	154	218	273
Suisse	252	302	366	405	259	296	339	396
États-Unis	200	219	175	181	145	167	168	199
Autres pays de l'OCDE	97	106	95	112	104	116	122	146
Pays non-OCDE	881	950	891	1 019	964	1 002	1 151	1 206
Europe de l'Est ²	490	483	453	528	530	563	636	638
Afrique	96	90	84	114	86	88	95	98
Amérique latine	121	137	119	137	55	57	62	59
Extrême et Moyen-Orient	72	80	75	91	152	142	146	166
Autres	102	160	160	149	141	152	212	245
Indice de volume (1961 = 100)	148	162	164	185	136	145	157	180
Indice de la valeur moyenne (1961 = 100)	141	157	156	168	133	140	150	165

1 Y compris la Finlande.

2 Non compris la Yougoslavie.

Source : Statistiques du Commerce extérieur, OCDE, Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung.

OCDE SALES AGENTS

DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

ARGENTINE - ARGENTINE
Editorial Sudamericana S.A.,
Humberto 1° 545, BUENOS AIRES.

AUSTRALIA - AUSTRALIE
B.C.N. Agencies Pty. Ltd.,
178 Collins Street, MELBOURNE, 3000.

AUSTRIA - AUTRICHE
Gerold & Co., Graben 31, WIEN 1.
Sub-Agent : GRAZ : Buchhandlung Jos. A. Kienreich, Sackstrasse 6.

BELGIUM - BELGIQUE
Librairie des Sciences
76-78, Coudenberg, BRUXELLES 1.
Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij
Belgiëlei 147, ANVERS.

CANADA
Queen's Printer - L'Imprimeur de la Reine.
OTTAWA.

DENMARK - DANEMARK
Munksgaard Boghandel, Ltd., Nørregade 6
KOBENHAVN K.

FINLAND - FINLANDE
Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 2,
HELSINKI.

FORMOSA - FORMOSE
Books and Scientific Supplies Services, Ltd.
P.O.B. 83, TAIPEI,
TAIWAN.

FRANCE
Bureau des Publications de l'OCDE
2 rue André-Pascal, 75 PARIS 16°
Principaux sous-dépôtaires :
PARIS : Presses Universitaires de France,
49 bd Saint-Michel, 5°
Sciences Politiques (Lib.), 30 rue Saint-Guillaume, 7°
13 AIX-EN-PROVENCE : Librairie de l'Université,
38 GRENOBLE : Arthaud
67 STRASBOURG : Berger-Levrault.

GERMANY - ALLEMAGNE
Deutscher Bundes-Verlag G.m.b.H.
Postfach 9380, 53 BONN.
Sub-Agents : BERLIN 62 : Elwert & Meurer.
HAMBURG : Reuter-Klöckner ; und in den
massgebenden Buchhandlungen Deutschlands.

GREECE - GRECE
Librairie Kaufmann, 28, rue du Stade,
ATHÈNES-132.
Librairie Internationale Jean Mihalopoulos
33, rue Sainte-Sophie, THESSALONIKI.

ICELAND - ISLANDE
Snæbjörn Jónsson & Co., h.f., Hafnarstræti 9,
P.O. Box 1131, REYKJAVIK.

INDIA - INDE
Oxford Book and Stationery Co. :
NEW DELHI, Scindia House.
CALCUTTA, 17 Park Street.

IRELAND - IRLANDE
Eason & Son, 40-41 Lower O'Connell Street,
P.O.B. 42 DUBLIN 1.

ISRAEL
Emanuel Brown,
35 Allenby Road, and 48 Nahlat Benjamin St.,
TEL-AVIV.

ITALY - ITALIE
Libreria Commissionaria Sansoni
Via Lamarmora 45, 50 121 FIRENZE.
Via P. Mercuri 19/B, 00 193 ROMA.
Sous-dépôtaires :
Libreria Hoepli, Via Hoepli 5, 20 121 MILANO.
Libreria Lattes, Via Garibaldi 3, 10 122 TORINO.
La diffusione delle edizioni OCDE è inoltre assicurata dalle migliori librerie nelle città più importanti.

JAPAN - JAPON
Maruzen Company Ltd.,
6 Tori-Nichome Nihonbashi, TOKYO 103.
P.O.B. 5050, Tokyo International 100-21.

LEBANON - LIBAN
Redico
Immeuble Edison, Rue Bliss, B.P. 5641
BEYROUTH.

LUXEMBOURG
Librairie Paul Bruck, 22, Grand'Rue,
LUXEMBOURG.

MALTA - MALTE
Labour Book Shop, Workers' Memorial Building,
Old Bakery Street, VALLETTA.

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS
W.P. Van Stockum
Buitenhof 36, DEN HAAG.
Sub-Agents : AMSTERDAM C : Scheltema &
Holkema, N.V., Rokin 74-76. ROTTERDAM :
De Wester Boekhandel, Nieuwe Binnenweg 331.

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZELANDE
Government Printing Office,
Mulgrave Street (Private Bag), WELLINGTON
and Government Bookshops at
AUCKLAND (P.O.B. 5344)
CHRISTCHURCH (P.O.B. 1721)
HAMILTON (P.O.B. 857)
DUNEDIN (P.O.B. 1104).

NORWAY - NORVEGE
A/S Bokhjörnet, Akersgt. 41, OSLO 1.

PAKISTAN
Mirza Book Agency, 65, Shahrah Quaid-E-Azam,
LAHORE 3.

PORTUGAL
Livraria Portugal, Rua do Carmo 70, LISBOA.

SPAIN - ESPAGNE
Mundi Prensa, Castelló 37, MADRID 1.
Libreria Bastinos de José Bosch, Pelayo 52,
BARCELONA 1.

SWEDEN - SUEDE
Fritzes, Kungl. Hovbokhandel,
Fredsgatan 2, STOCKHOLM 16.

SWITZERLAND - SUISSE
Librairie Payot, 6, rue Genève, 1211 GENÈVE, 11
et à LAUSANNE, NEUCHÂTEL, VEVEY,
MONTREUX, BERNE, BALE, ZURICH.

TURKEY - TURQUIE
Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu,
ISTANBUL et 12 Ziya Gökalp Caddesi, ANKARA.

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI
H.M. Stationery Office, P.O. Box 569, LONDON,
S.E.1.
Branches at : EDINBURGH, BIRMINGHAM,
BRISTOL, MANCHESTER, CARDIFF,
BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA
OECD Publications Center, Suite 1305,
1750 Pennsylvania Ave, N. W.
WASHINGTON, D.C. 20006. Tel : (202) 298-8755.

VENEZUELA
Libreria del Este, Avda. F. Miranda, 52,
Edificio Galipan, CARACAS.

YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE
Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27, P.O.B. 36,
BEOGRAD.

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire
peuvent être adressées à :

OCDE, Bureau des Publications, 2 rue André-Pascal, 75 Paris 16°.

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to
OECD, Publications Office, 2 rue André-Pascal, 75 Paris 16°.

PUBLICATIONS DE L'OCDE
2, rue André-Pascal, Paris XVI^e
Dépôt légal n° 1.936 1969.
N° 25.862



IMPRIMÉ EN SUISSE

AUTRES PUBLICATIONS

Département des affaires Économiques et Statistiques de l'OCDE

STATISTIQUE DE BASE

STATISTIQUES DE LA POPULATION ACTIVE 1956-67 (1969)

	DM	FF/FS	\$	£
Prix	10,80	13,00	3,20	22s. 6d.

STATISTIQUES DE L'ÉNERGIE 1953-67 (1969)

	DM	FF/FS	\$	£
Prix	19,20	23,00	5,80	40s.

LA CONSOMMATION DE DENRÉES ALIMENTAIRES DANS LES PAYS DE L'OCDE 1954-66 (1968)

PÉRIODIQUES

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES (mensuel)

	DM	FF/FS	\$	£
Par numéro	5,00	6,00	1,50	10s.
Abonnement annuel	60,00	72,00	18,00	120s.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE (Juillet et décembre chaque année)

	DM	FF/FS	\$	£
Par numéro	12,50	15,00	3,80	26s.
Abonnement annuel	20,00	24,00	6,00	41s.
Amérique, Extrême-Orient (par avion)		32,00	7,50	55s.

OCDE

Département des Affaires Économiques et Statistiques

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ANNUELLES
*Études détaillées du développement économique
dans chaque pays de l'OCDE*

Par pays F 3 \$0.80 5/6 DM 2.50

Abonnement pour la série F 42 \$10 72/- DM 35

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

En juillet et décembre les PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE donnent un aperçu général de l'évolution économique la plus récente dans l'ensemble de la zone OCDE et, au moyen d'une série de prévisions quantitatives intégrées, évaluent les perspectives. En supplément, cette publication contient fréquemment des études spéciales destinées à faciliter l'interprétation des tendances économiques.

Pour le prix de cette publication et une sélection d'autres ouvrages, voir au verso.